

solidaire

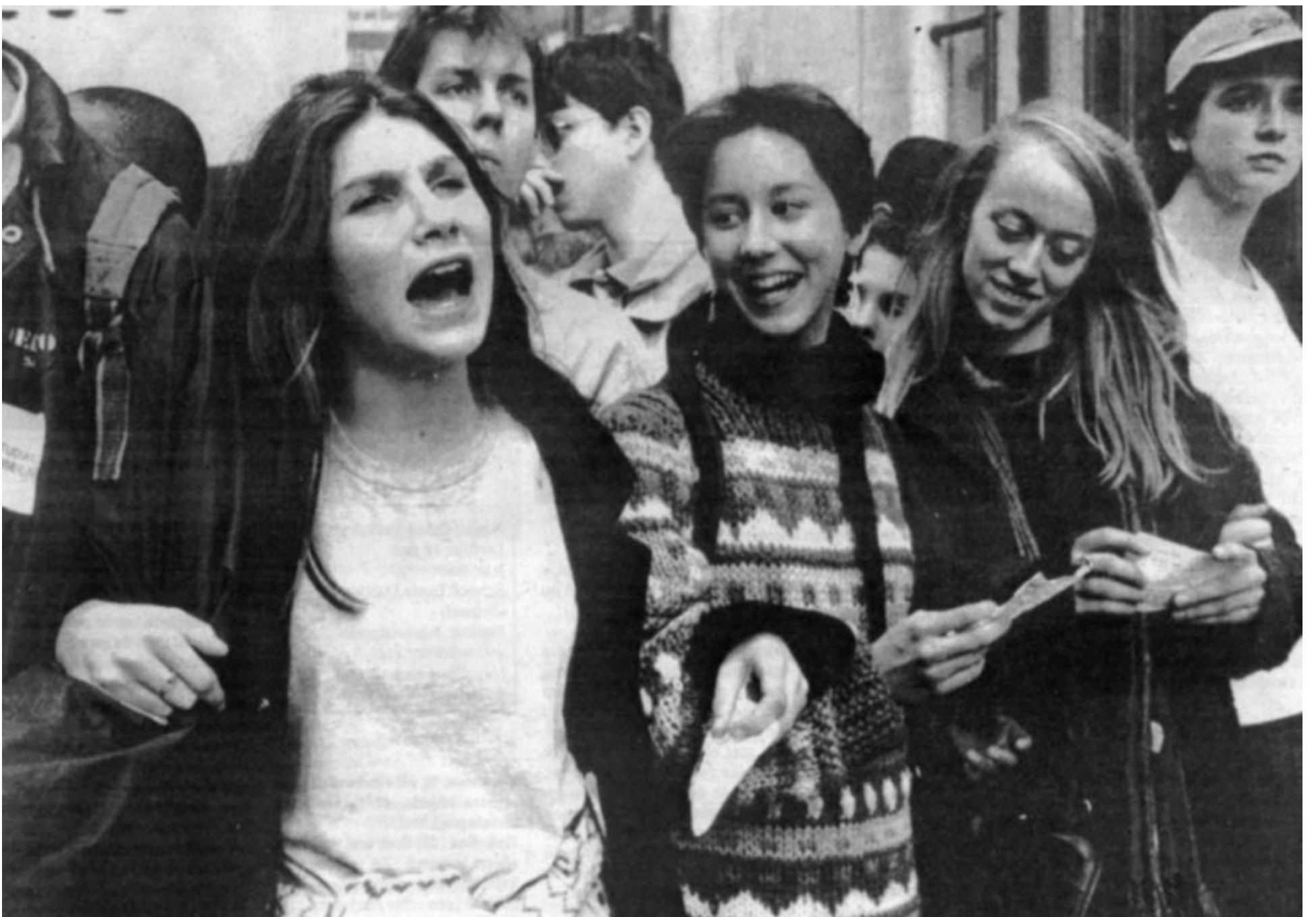
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 9 (1124) 28 février 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

10 – 11

Ecoles : ce que les ministres cachent



Les jeunes sont dans la rue, ils exigent un avenir et pas des écoles-poubelles. Mais nos ministres leur cachent où se trouve l'argent...

2 - 3

Portraits : qui sont ces nouveaux dirigeants des jeunes ?

4

Laurette, ta manoeuvre a raté ! Les parents arrivent...

14 - 15

Rwanda : voici ce que vous pouvez faire pour les aider...



Julien, Cécile et les autres...

Marianne Guillaume

Ils sont plein d'espoir. Ils ont entre 16 et 19 ans. Aux quatre coins du pays, ils luttent contre le saccage de l'enseignement opéré par les ministres Onkelinx, Grafé et Van den Bossche. Ils organisent des manifs, des réunions d'informations... Ils parlent au mégaphone, chantent... On les voit à la télé, dans les journaux.

Qui sont-ils ? Des délégués d'écoles secondaires. Ils veulent se battre jusqu'au retrait total des décrets. Ils nous font partager leurs espoirs, leurs motivations, leurs projets.

Une nouvelle génération se lève

Portrait de jeunes délégués actifs dans la lutte étudiante

Nom: Cécile Van Der Kaa
Age: 19 ans
Année: sixième
Ecole: Sainte-Marie (Liège)
Fonction: porte-parole
de la Délégation Indépendante
des Etudiants du Secondaire
(DIES).

Pourquoi je me bats

Je me bats pour un enseignement de qualité. Il était temps qu'on se réveille parce que l'école, c'est l'avenir de la société. Je suis devenue déléguée parce que tout m'intéresse dans la lutte pour l'enseignement. L'année passée, j'étais déjà là. Je veux faire des études supérieures. C'est pour ça que je me suis battue contre Lebrun. Cette année, la réforme touche le secondaire. Je me bats aussi pour mes enfants plus tard. Je suis devenue porte-parole de la DIES, créée l'année passée. Elle comprenait au départ des délégués de cinquième et de sixième parce qu'on se battait contre une réforme des écoles supérieures. Cette année, elle comprend aussi les quatrièmes. La DIES représente 44 écoles de Liège.

Si je te dis...

Avenir. Je le veux le meilleur possible : plus de chômage ni de fermetures d'usines. J'ai beaucoup de projets, mais je ne sais pas choisir.

Travail. Je veux de meilleures conditions de travail, des salaires décents. Pour fournir un bon travail, c'est comme pour faire un gâteau, il faut de bons ingrédients.



Cécile Van Der Kaa (Liège) : «On doit informer les jeunes pendant les manifs.»

Onkelinx. C'est une marionnette malhonnête. Marionnette parce qu'elle ne décide pas toute seule, mais elle met quand même beaucoup de volonté à obéir. Malhonnête parce qu'elle se contredit, ne réfléchit pas aux conséquences. Elle divise pour régner et ça me dégoûte.

Manif. OK pour les manifs, pas de problème. Mais je trouve qu'on doit vraiment informer les jeunes pendant les manifs, par des tracts, le mégaphone, des chansons. Pour qu'ils comprennent bien les problèmes de l'enseignement.

Refinancement. Il est plus que possible. Il est surtout nécessaire. Il y a différentes pistes et on a montré qu'il y avait moyen de refinancer l'enseignement. La solution pour l'enseignement, c'est le

refinancement.

Négociation. Ça me fait penser à "attente". Mme Onkelinx a dit qu'elle était ouverte à toute négociation. Mais la dernière fois, ça n'a duré qu'une demi-heure ! Elle va sortir prochainement un décret pédagogique. Je trouve qu'on doit en discuter vraiment avec elle avant qu'il ne sorte. Si c'est nécessaire, on le rejette ou on le modifie.

Lettre ouverte à...

Mme Onkelinx. Je vous invite à venir donner cours à une classe de 30 élèves. La société a changé, les jeunes aussi. De votre temps, les élèves restaient peut-être sagement le doigt sur la bouche. Maintenant, c'est fini. Les profs doivent s'investir beaucoup plus.

Mes parents. Merci. De temps en temps, ça chauffe un peu à la maison, mais j'essaie de concilier famille, école, lutte étudiante et loisirs (bien que les deux se rejoignent). Je voudrais vous remercier parce que vous m'aidez dans ce combat. Des fois je suis un peu butée et vous m'avez ouvert les yeux. Je vous remercie de me soutenir, de me donner la liberté de me battre. Il faudrait que tous les parents soient comme vous.



Julien Versteegh (Bruxelles) , sur la brèche de 6h30 à minuit !

Nom: Julien Versteegh
Age: 18 ans
Année: sixième
Ecole: Lycée Dachsbeck
(Bruxelles)
Fonction: délégué de son école
et représentant de son école
à l'Association Générale des
Ecoliers de Bruxelles (AGEB).

Si je te dis...

Avenir. Je veux un pays où on respecte les gens. Je veux l'égalité sociale.

Onkelinx. Elle fait plus qu'appliquer une politique d'austérité. Elle défend le gouvernement et sa politique capitaliste : un vrai pantin.

Refinancement. Il est nécessaire pour un enseignement de qualité. Ne pas confondre avec "meilleure gestion". Il faut clairement plus d'argent et payé par ceux qui l'ont.

24 heures de la vie d'un délégué

6h30. Debout.

7h. Le gueulophone sur l'épaule,

plein de courage, je me dirige vers le métro.

7h30. J'arrive à l'école, dans le froid mais motivé. Nous faisons le piquet, amusant et encourageant. 8h00. Réunion des délégués de mon école afin d'organiser la journée, de mobiliser, de confectionner les calicots.

10h. Avec le gueulophone, je donne les dernières infos. Premier rassemblement, on crée l'ambiance, on déploie les calicots et on part en chantant vers la manif.

13h. On mange. Affalés, crevés, mais plein de motivation.

14h. Réunion de l'AGEB. Bilan de la manif, on met au point les prochaines réunions, on discute de l'avenir du mouvement.

16h. On va boire un pot tous ensemble.

17h30. Je téléphone aux délégués, aux gens de ma classe et j'organise les derniers préparatifs pour le lendemain.

20h. Je mange (généralement pas chez moi).

22h. Je rentre à la maison, je tape les derniers compte-rendu, je regarde la télé et je m'endors... Il est plus ou moins minuit. Et demain, je recommence !

En action !

28 février. Manif nationale profs et étudiants à Bruxelles.

29 février. Manif régionale de la DIES à Liège.

5 mars. Manif du supérieur de Liège, de la DIES et peut-être de l'unif.

12 mars. Manif communautaire

de la FEF à Namur.

Organisez des assemblées générales sur le refinancement dans vos écoles ! Envoyez des tonnes de lettres à Onkelinx ! On vous attend nombreux à toutes ces actions ! Parlez-en autour de vous !



Julie Moens (à droite) lors d'une manif : «Il faut faire énormément de manif... Jusqu'au retrait total des décrets, jusqu'au refinancement.»

«Onkelinx est un pantin»

Thomas, Julien et Julie : trois délégués en lutte

Nom : Thomas De Rammelaere
Age : 16 ans
Année : cinquième
Ecole : Athénée Royal du Pont de Seraing (Liège)
Fonction : délégué de son école et représentant de son école à la DIES.

Pourquoi je me bats

Les mesures sont inacceptables. Il fallait quelqu'un pour diriger la lutte à l'école, j'ai été élu. J'aime bien le rôle de délégué. J'aime la politique aussi. J'en ferais peut-être mon métier plus tard. Diriger un mouvement, garder une manif chaude, voilà ce qui me plaît. Je dois m'informer, être au courant de tout, expliquer les mesures et leurs conséquences aux élèves. Ils viennent me trouver quand ils ont des problèmes. C'est vraiment chouette.

Si je te dis...

Avenir. Si on lutte tous ensemble, tout le monde aura du boulot, les droits égaux. Je veux m'investir à fond pour ça.

Onkelinx. Elle veut faire vivre une poignée de riches et détruire les ouvriers. Elle veut créer des écoles d'élite et des écoles poubelles.

Manif. «Une seule solution, la manifestation!» Si chaque délégué fait son boulot, encadre sa classe, met de l'ambiance... Si il y a de l'action dans la manif, alors c'est une réussite. Mauvaises manif : celles où on marche pendant des kilomètres le long des quais sans rien dire et où on crève de mal aux pieds.

Refinancement. Il y a de l'argent, même si le gouvernement dit le



Thomas De Rammelaere (Liège).

contraire. On peut même aller le chercher : il suffit d'un impôt sur les grosses fortunes.

Négociation. Pas nécessaire. Chaque fois on se fait entuber. On croit qu'on a tout gagné et on n'a que des miettes. Pour tout avoir, il faut manifester en masse dans la rue.

Lettre ouverte à...

Mes parents. Merci de votre soutien, de m'avoir guidé sur la bonne voie. J'ai de la chance d'avoir des parents engagés comme vous.

Mes profs. C'est très bien que vous soyez dans la rue, mais vous auriez peut-être dû commencer plus tôt. Maintenant, il faut unir tout le monde : profs, étudiants et tout autre secteur en lutte.

Onkelinx. Je n'ai rien à vous dire sauf : "Le peuple aura ta peau".

Nom : Julie Moens
Age : 16 ans et demi
Année : cinquième
Ecole : Lycée Dachsbeck (Bruxelles)
Fonction : déléguée de sa classe, représentante de son école à l'AGEB.

Naissance d'un comité

A mon école, aucun groupe ne représentait les élèves quand on avait des problèmes avec la direction, par exemple. A sept motivés, on a décidé de créer un comité. But principal : organiser la lutte étudiante. On a fait des élections : deux délégués par classe de quatrième, de cinquième et de sixième. Certaines écoles voulaient faire grève, alors on a réuni toutes les écoles motivées et on a mis sur pied l'AGEB (Assemblée Générale des Ecoliers de Bruxelles). On voulait une structure qui rassemble toutes les écoles secondaires de Bruxelles. Il y a déjà 33 écoles représentées.

Si je te dis...

Avenir. En tant que jeune, je ne vois qu'une issue après l'école : le chômage. Dans l'enseignement, tout fout le camp. Il n'y a pas d'avenir dans ce système. J'ai été à Cuba et c'est ça que je veux : le socialisme.

Travail. Licenciements. Les entreprises licencient de plus en plus pour rester compétitives. C'est la faillite, on met les ouvriers à la rue.

Manif. Créer une unité entre flamands et wallons. Entre toutes les écoles du pays. Il faut faire énormément de manif. Jusqu'au retrait total des décrets, jusqu'au refinancement.

Refinancement. Pour moi, c'est le point principal de la lutte. Je suis pour un refinancement fédéral. Il ne faut pas comme disent certains «mieux gérer» ou «prendre l'argent des autres services publics». Comme je le dis aux manif : «De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat».

Lettre ouverte à...

Mes parents. Si vous voulez un avenir pour moi, pour les autres jeunes; si vous voulez que nous continuions à suivre un enseignement de qualité, vous devez nous soutenir, soutenir nos profs. C'est très important de vous avoir à mes côtés, de savoir que vous vous battez avec moi.

A tous mes profs. Je vous félicite de bouger comme vous le faites, de vous battre pour l'enseignement. Je suis solidaire de vous parce qu'on se bat tous pour la même chose. On ne veut pas que notre enseignement soit assassiné.

A Mme Onkelinx. Vos réformes sont scandaleuses. Si vous croyez qu'on va arrêter la lutte, c'est raté. Si vous refusez de discuter, on va continuer à se battre ! En tant que

responsable de la Communauté Française, vous n'avez pas à assassiner l'école mais à trouver des moyens pour l'améliorer. Si votre but c'est de faire des écoles au service des entreprises, c'est réussi. Mais nous, on n'en veut pas !

Nom : Wencke Broos

Age : 17 ans

Année : sixième

Ecole : Lycée communal d'Anvers

Fonction : sans actuellement.

Pourquoi je me bas ?

Je veux maintenant participer au comité d'action de notre école. Je veux mettre les élèves au courant et protester contre ce qui se passe. Je suis en train de m'informer. Les mesures sont injustes. L'enseignement est de bonne qualité mais avec ces mesures il y aura moins de possibilités pour une bonne formation, pour l'éducation à l'école. Je me bas non seulement pour moi-même mais aussi pour mes enfants plus tard. Je veux être plus actif, me battre pour eux. Je ne voudrais pas qu'ils me disent plus tard : «Pourquoi n'as-tu rien fait ?» Je me sens prête à devenir déléguée. Lundi, il y aura une petite action à l'école. Nous allons faire un speech et mobiliser les élèves. Nous voulons provoquer des réactions chez les élèves, les impliquer dans la lutte, pour qu'ils ne restent pas inconscients. Je veux impliquer toute l'école et pas seulement ma classe. Tout le monde est concerné. Par conséquent, tout le monde qui veut entrer dans le comité d'action est le bienvenu.

Si je te dis

Avenir. Je veux un avenir qui me permette de vivre. Un avenir valable, je ne veux pas tomber dans un trou noir.

Emploi. Je veux devenir pédagogue. Aider les gens, travailler pour les enfants, découvrir le monde. Non seulement les beaux côtés. Je veux tout savoir.

Van den Bossche. Il essaie de sauver l'économie. C'est une mission difficile, mais il s'y prend mal.

Manifestation. Un pas dans le bon sens vers une société plus juste.

Négociations. Elles sont nécessaires, on ne peut pas les négliger si on veut arriver à quelque chose.

Patrons. Des égoïstes.

Que doit faire ou être un délégué ?

Etre bien organisé. Il faut être motivé, pour tenir le coup même dans les moments difficiles. Les délégués doivent se connaître entre eux, se faire confiance, assurer une bonne collaboration.

Etats Généraux de l'enseignement

Du 6 au 13 avril, Rebelle organise un camp à la mer sur le thème de "Je veux un avenir". Notre école est en péril. Nous voulons aussi un avenir à l'école, un avenir après l'école. Une journée entière sera consacrée à ce thème. Nous voulons rassembler un maximum de délé-

gués de toutes les écoles de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles.

Tu es délégué ? Tu es actif dans la lutte pour l'enseignement ? Ou tu veux simplement entendre le point de vue des élèves du secondaire ? Rejoins-nous au camp ! Infos. 02/513.10.95.

«Nous déclarons la guerre au gouvernement flamand»

Interview des dirigeants syndicaux de l'enseignement flamand

Les enseignants du secondaire flamand feront grève et manifesteront le 28 février, en même temps que leurs collègues francophones. Une lutte commune ? C'est ce que nous avons demandé aux secrétaires nationaux des centrales chrétienne et socialiste flamandes de l'enseignement.

Annemie Mels et Peter Mertens

Le premier à nous répondre était Gust van Dongen de la CSC-enseignement (COC).

Vous vous êtes exprimé en termes très durs : «Si les autorités veulent la confrontation, elles l'auront». Vous êtes entièrement opposés au financement par enveloppes.

Gust van Dongen (COC). Nous avons parlé d'une déclaration de guerre et nous la maintenons. Dans l'enseignement supérieur (ESNU), nous avons accepté le financement par enveloppes à contrecœur. Deux ans plus tard, je dois reconnaître que les conditions de travail se sont détériorées. Nous sommes opposés au financement par enveloppes dans l'enseignement secondaire : il est inadmissible que les autorités se déchargent de leurs responsabilités sur des élèves auxquels elles imposent l'obligation scolaire. Le financement par enveloppes pourrait aussi stimuler la formation d'un certain nombre d'écoles de caste, où les parents fortunés pourront donner une injection financière supplémentaire. Ce serait un retour au 19^{ème} siècle.

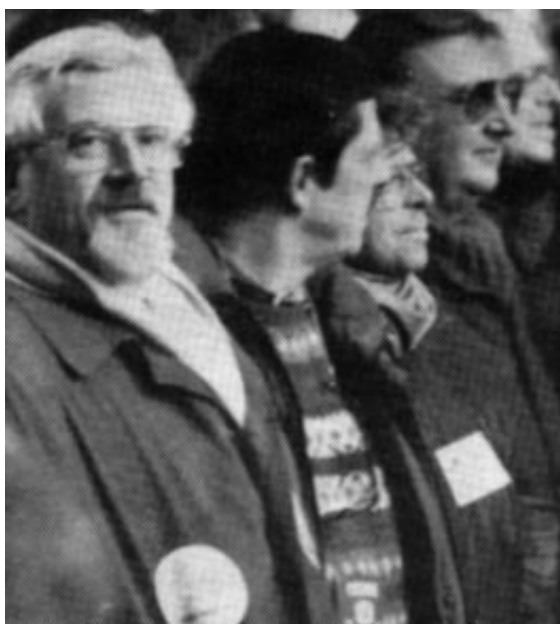
Ne pensez-vous pas qu'il faut un

refinancement ?

G. Van Dongen. Le refinancement constitue un problème politique. Je constate que la Flandre a coupé dans le budget de l'enseignement : de 49 % à 44 % du budget. On a atteint la limite. Je ne suis pas certain qu'en cas de refinancement, le gouvernement flamand voudra donner plus d'argent à l'enseignement. C'est un fait que la Wallonie n'a pas les moyens de maintenir le mode de fonctionnement actuel de son enseignement.

Il y a eu pas mal de déception à la base après la décision de la CSC-enseignement flamande de ne pas manifester avec les francophones le 28. Ne serions-nous pas plus fort ensemble ?

G. Van Dongen. Nous avons reçu des réactions pour et contre. On tiendra maintenant une conférence de presse ensemble. Nous sommes d'accord pour nous opposer ensemble au financement par enveloppe. Nous disons à Van den Bossche comme à Onkelinx : 25 élèves difficiles dans une seule classe, c'est trop. Mais l'arrêt des nominations des temporaires est pour nous la cible principale. On le perdrait de vue en menant des actions ensemble avec la Wallonie.



Gust Van Dongen, secrétaire national de la CSC-enseignement en Flandre.

Nous nous sommes aussi entretenus avec Georges Vanswevelt, secrétaire national de la CGSP-enseignement en Flandre.

Vous soulignez que la réforme mène d'un côté à des institutions fortes, élitistes et financièrement puissantes et de l'autre à des écoles poubelles.

Guust Vanswevelt. Nous nous dirigeons vers une privatisation de l'enseignement. Les écoles devront se faire concurrence et prouver leur viabilité sur le marché. Avec le financement par enveloppes, un tiers des moyens de l'enseignement officiel ira vers l'enseignement libre subsidié s'il n'y a pas des corrections garantissant le libre choix de l'école. L'enseignement officiel deviendrait ainsi la poubelle des défavori-



Guust Van Sweevelt, secrétaire national de la CGSP-enseignement en Flandre.

sés.

Etes-vous d'accord avec le "refinancement" revendiqué par les francophones ?

G. Vanswevelt. Je préfère parler de financement. Depuis 89, on a perdu 3.000 emplois dans l'enseignement secondaire officiel flamand. Je ne crois qu'à une révision de la loi de financement après 1999. En matière de financement de l'enseignement, on ne peut pas aller plus bas. On est déjà en-dessous des minima. Le ministre dit : «Je suis au-dessus de la moyenne européenne.» Mais selon moi, ce serait plutôt un mérite d'être en tête.

Il doit être pénible pour la CGSP que ce démantèlement de l'enseignement soit mené par le socialis-

te Van den Bossche. A Liège, des membres de la CGSP ont appelé à quitter le PS.

G. Van Sweevelt. Chez nous, on entend parfois aussi cette remarque, mais je ne suis absolument pas d'accord. Certes, des gens qui ont à nouveau voté pour les socialistes, sont déçus. A l'égard de votre parti, le PTB : j'ai du respect pour son militantisme et ses actions contre le racisme.

Que faire après le 28 février ?

G. Van Sweevelt. On ne peut pas tout focaliser sur l'arrêt des nominations. Il faut un plan d'action avec plusieurs jours de grèves, probablement tournantes. Je n'exclus pas des grèves en commun avec les francophones, mais maintenant on doit mettre sous pression le parlement flamand.

Les parents entrent en action

L'opération "charme" d'Onkelinx a échoué : les parents sont sur la brèche

Lieve Lemmens

Laurette Onkelinx a lancé une "opération charme" pour convaincre les associations de parents du bien fondé de ses mesures. Mais à Charleroi, les parents ne se sont pas laissés séduire. Ils préparent activement des actions.

La ministre tenait à tout prix à rallier cette force décisive que représente la masse des parents. Au terme de ses entretiens avec les dirigeants des associations, la ministre affichait un sourire triomphant. La responsable de l'association de l'enseignement libre appelle à ne pas participer à la manifestation du 28 février. Et la représentante de l'officiel va revoir "les nouveaux chiffres". Pourtant au sein des associations de parents, on n'est guère rassuré. Nous avons contacté quelques parents de la région de Charleroi,

qui ont dynamisé ou mis sur pied des nouveaux comités.

Vous n'êtes pas surpris d'entendre que l'Ufapac (enseignement libre) appelle à ne pas manifester le 28 février ?

Une maman de l'école des Jésuites. Pas du tout. On sait qu'ils sont sous la pression du chanoine Baudouin (responsable du pouvoir organisateur du libre) et que celui-ci était contre le mouvement dès le départ. Nous sommes néanmoins choqués qu'ils prennent des positions tout à fait opposées à ce qui se dit à la base. Nous ne nous laissons pas intimider. Nous avons d'ailleurs tiré des leçons de la lutte de 90, où les parents étaient peu solidaires de la grève des enseignants. Cette fois, c'est le contraire. Nous ne nous contentons pas de participer à des réunions de parents. Nous avons constitué des grou-

pes de travail actifs qui opèrent sur le terrain à côté des enseignants et de nos enfants bien sûr.

Pourquoi cette mobilisation active cette fois ?

Une maman de Vauban. Ce qui a fait boule de neige, c'est que presque partout au même moment, les enseignants ont décidé de convoquer des assemblées en accord avec les associations de parents. Très vite, nous étions impliqués dans la lutte. Nous nous battons ensemble pour un meilleur enseignement. Liquider 3.000 enseignants, c'est une perte considérable. Nos enfants sont tristes de voir partir des profs qu'ils aiment bien. Le malaise est profond. Le manque d'avenir pour les jeunes revient dans chaque intervention.

Très peu de parents ont fait des remarques négatives. Les attaques et les menaces employées

par Onkelinx — couper dans les subsides, les allocations familiales si les parents n'envoient pas leur enfants à l'école, etc — tout cela n'a fait que faire croître d'un cran la colère des parents. A l'assemblée de Vauban, la préfète a tenu un discours fort apprécié. Elle s'excusait d'avoir envoyé des cartes d'absence : «Vous ne méritez pas cela, disait elle, mais sous la pression du vérificateur on a été contraint de le faire.» Ce sont les interventions pour soutenir activement la grève qui étaient les plus applaudies.

Quel type d'action entreprenez-vous ?

Une maman de la Garenne. Dans les écoles techniques et professionnelles, c'est généralement plus difficile d'associer les parents aux activités de l'école. Cette fois, nous avons été étonnés. De nombreux parents

ont répondu à l'appel. Cela a créé une nouvelle dynamique. Au point que nous envisageons une occupation de l'école. Des profs veulent s'investir dans la préparation d'un spectacle contre les mesures de restriction et préparer d'autres activités : aider les restos du coeur, écrire des lettres, réaliser des affiches, etc.

Une maman des Jésuites. Notre pétition a déjà récolté plus de 3.000 signatures. Des parents ont participé à l'organisation d'un jogging de Charleroi à Bruxelles, pour apporter les signatures à Onkelinx. Nous avons aussi consulté des juristes pour contre-attaquer la ministre. Nous envisageons de faire le piquet avec les profs et les élèves. Et nous avons envoyé de nombreux communiqués de presse. Nous travaillons d'arrache-pied pour être nombreux à la manif le 28. On vous attend aussi, tous les parents !

Réformes identiques côté francophone et néerlandophone

Après le 28 février continuer la lutte ensemble.

«Le plan du ministre Van den Bossche (SP) est moins grave que celui de sa collègue francophone Onkelinx (PS)», estime la presse néerlandophone. Avec cet argument, cette presse pro-gouvernementale tente de freiner l'ardeur des enseignants néerlandophones et de briser une lutte commune contre la réforme de l'enseignement.

Anne Cole

Dans le nord du pays, on s'inquiète à juste titre des plans de Van den Bossche. Des deux côtés de la frontière linguistique, profs et élèves sont soumis au même carcan de la loi de financement (voir p.10-11). Aux mêmes mesures. La seule différence, c'est le

calendrier et la façon de les mettre en application. Du côté francophone, on y va de façon radicale, en Flandre c'est la tactique des petits pas, sans dévoiler directement l'ensemble du plan. L'opération est en plus planifiée pour que des mesures identiques ne soient jamais simultanées. La Flandre a commencé par les



Avec les réformes de Onkelinx et Van den Bossche, fini les coqs ou les lions... Nous deviendrons tous des ânes !

Même mesures, même lutte

Des mesures identiques sont prises dans les deux parties du pays, seuls le calendrier et la façon de les appliquer diffèrent.

	Côté néerlandophone	Côté francophone
Pertes d'emploi dans le secondaire de 1989 à aujourd'hui	3000 en moins	3000 en moins
à partir de sept. 1996	3000 en moins	7850 en moins
Suppression d'options, diminution du cadre d'enseignants, classes surpeuplées dans le secondaire	en préparation	à partir de sept. 1996
Fusions, autonomie, enveloppes, atteintes au statut du personnel dans le supérieur	à partir de sept. 1996	à partir de sept. 1996
Incitants pension	proposition du CVP	à partir de sept. 1996
Nouveau règlement de prestations, différences de traitements, collaboration avec les entreprises	: en préparation	en préparation
Rénové liquidé	à partir de sept. 1989	en préparation

fusions dans le supérieur. La Communauté française a suivi deux ans plus tard. Et quand Onkelinx a démarré les fusions et les normes d'encadrement dans le secondaire, Van den Bossche a suivi par le blocage des nominations.

Demain, la restructuration globale du secondaire sera à l'ordre du jour en Flandre.

Les mesures se ressemblent comme deux gouttes d'eau, mais grâce à une opération croisée parfaite, le tandem Van den Bossche-Onkelinx tente d'empêcher que les deux communautés se rejoignent dans la lutte.

Le refinancement de l'enseignement est à l'ordre du jour, tant en

Flandre qu'en Wallonie. Il faut saisir l'occasion. Jusqu'aujourd'hui, Onkelinx et consorts s'opposaient à cette revendication sous le prétexte qu'en échange, les partis néerlandophones exigeraient la scission de la Sécurité sociale.

Nationalisme tabou

La lutte commune pour le refinancement de l'enseignement par l'Etat fédéral, des deux côtés de la frontière linguistique, peut démolir cet argument. Il serait dramatique de répéter l'erreur de la sidérurgie et des mines. Dans les années 80, le nationalisme fla-

mand a poussé à la scission des secteurs économiques nationaux pour empêcher que "l'argent flamand ne disparaisse dans les puits sans fonds de la sidérurgie wallonne". Il fallait utiliser l'argent pour développer l'économie flamande. Mais quelques années plus tard, ces mêmes partis n'ont pas hésité à fermer les mines du Limbourg, secteur national régionalisé entre-temps.

Divisés, les sidérurgistes et les mineurs ont été battus. Ne nous laissons pas embarquer une nouvelle fois dans ce guet-apens. Luttons ensemble, francophones et néerlandophones pour le refinancement des deux côtés de la frontière linguistique.

Unifs et hautes écoles : mobiliser maintenant !

Ne pas attendre de nouvelles restrictions budgétaires

Peter Mertens.

Les universités et les hautes écoles doivent-elles mobiliser ? Les dirigeants étudiants les plus à gauche donnent trois raisons pertinentes en faveur de la mobilisation. Ils réfutent le point de vue défendu par certains que l'enseignement supérieur devrait attendre d'être aussi atteint par une lourde réforme.

Primo. La grève générale dans l'enseignement au sud du pays et le mouvement dans le nord ne sont pas seulement une révolte du secondaire. Le mouvement lutte contre la suppression de postes d'enseignants, l'autonomie budgétaire et le financement par enveloppes. Ces mesures ont d'abord été introduites dans les universités

(1991), puis dans les écoles supérieures (1993 et 1994) et aujourd'hui dans le secondaire. Les écoles supérieures et les universités subissent chaque jour les conséquences du financement par enveloppes et du manque d'encadrement. Elles ont aujourd'hui la chance de rejoindre le mouvement et de lutter à nouveau pour le retrait des décrets de création des hautes écoles et de l'autonomie universitaire.

Secundo. Les étudiants du secondaire et les profs luttent pour le refinancement de tout l'enseignement, y compris des universités et des hautes écoles. C'est une nécessité. La situation dans presque tous les campus est intenable : les étudiants de première candida-

ture doivent suivre des cours à plus de 700 personnes. Dans certains facultés, comme la première année de psychologie à Gand, tous les examens sont des questions à choix multiples (QCM), corrigés par ordinateur. Il manque des professeurs pour organiser des examens oraux. Le personnel et le matériel manquent. Le choix est simple : lutter pour le refinancement ou se soumettre à la dangereuse politique du "moindre mal", qui implique des restrictions constantes.

Tertio. Les universités sont également touchées par des mesures de restrictions et de réforme. Si on ne proteste pas aujourd'hui, les étudiants de l'an prochain devront affronter une sélection sociale

accrue. Cette sélection sera financière (augmentation du minerval à 18.000 FB dans les universités flamandes, examen d'entrée en médecine qui favorisera les élèves des écoles secondaires huppées) et raciste (Vande Lanotte veut limiter l'accès aux étudiants du tiers monde).

Les étudiants de gauche de l'enseignement supérieur veulent participer aux actions. Mais il leur manque un plan de mobilisation concret. MML leur propose de prendre part au mouvement en commençant par une campagne de sensibilisation. En organisant des actions sur les campus : construire un seuil élevé à l'entrée des auditoriums pour symboliser le coût élevé des études, bloquer des restos avec un grand plastique noir

troué. Il symbolisera l'accès réduit de l'université aux étudiants étrangers. Et si on laisse faire Vande Lanotte, ce trou sera même bouché. Par de telles actions, nous pouvons mobiliser les étudiants à participer aux manifestations de la FEF les 5 et 12 mars et à tenir de nouvelles assemblées générales. MML propose aussi de visiter les piquets de grève des profs. Par un tel plan d'action, on pourra davantage contre l'influence des étudiants de droite qui soutiennent les plans de destruction du tandem Onkelinx-Vande Lanotte. La révolte dans l'enseignement vit aussi parmi les étudiants de l'université et des écoles supérieures. A la manif de mercredi, on attend des délégations de tout le pays.

EDITORIAL

La dame de fer en mauvaise posture

Herwig Lerouge

Laurette Onkelinx aura vraiment épuisé l'arsenal du patron de choc, briseur de grève. Mensonge : «La liquidation de 3.000 emplois dans le secondaire n'aura pas de conséquences négatives pour la qualité de l'enseignement». Opération charme envers les associations de parents, les élèves et les directeurs d'école. Attaques et menaces : coupure dans les subsides et les allocations familiales, retenues sur les salaires des grévistes dans 22 écoles combattives. Tout cela n'a fait qu'exacerber la colère. Une nouvelle génération de jeunes s'engage dans l'action politique. A Charleroi, les parents d'élèves soutiennent massivement les profs.

Devant cette détermination, les responsables des partis traditionnels cherchent désespérément des alternatives aux milliards d'économies encore à imposer dans l'enseignement. Le ministre-président de la Région wallonne Collignon et le PRL proposent le transfert de l'enseignement technique et professionnel vers la Région wallonne. Le ministre du budget Van Cauwenberghe veut faire payer le secteur socio-culturel et les crèches et augmenter les redevances radio-TV. «Tout le monde doit restructurer aujourd'hui. Voyez Sonaca et Clabecq», a-t-il déclaré à la RTBF dimanche. En Flandre, le CVP veut débloquent la nomination de jeunes profs par la mise à la prépension des plus âgés mais s'en tient aux 3.000 pertes d'emplois prévues. Toutes ces propositions visent à faire payer les attaques contre une catégorie de travailleurs par d'autres travailleurs. Où cela finira-t-il ? Certains à Belgacom exigent que les milliards de la privatisation de cette entreprise ne soient pas versés aux chemins de fer, mais restent dans l'entreprise. Une aubaine pour les banques et le patronat. Pendant que les éminences "socialistes" s'épuisent dans ces manœuvres de diversion, eux sont épargnés. Onkelinx traite les syndicats d'irresponsables. Elle dénonce leurs «il n'y a qu'à» (faire ceci ou prendre de l'argent ailleurs). Mais elle ne parvient pas à prononcer : «il n'y a qu'à faire payer les riches». Même son collègue "de gauche" Philippe Moureaux, qui se déclare en faveur du refinancement, ne regarde pas de ce côté-là. Pour refinancer l'enseignement, il faut selon lui, surtout un changement d'esprit (2) Faire payer la crise aux esprits en quelque sorte.

Les étudiants et les enseignants sont aujourd'hui plus forts que jamais. En s'unissant au-delà des frontières linguistiques, avec le soutien des travailleurs que sont les parents, ils peuvent arracher le refinancement de l'école, aux frais du patronat. La recherche fébrile de fausses solutions montre combien les partis traditionnels ont peur de leur détermination.

1. Le Soir, 23.2.96. 2. La Wallonie, 15.2.96.

Profs CGSP Liège : Quittez le Parti Socialiste

La motion, adoptée par 212 voix contre 112, indique la voie

Historique. C'est ainsi qu'on peut qualifier la motion adoptée à l'assemblée générale de la CGSP-Enseignement de Liège qui appelle les enseignants à quitter le Parti Socialiste. Un appel politiquement juste, qui mérite d'être soutenu.

Kris Merckx

L'assemblée générale du syndicat socialiste CGSP de Liège, le 12 février, a fait sensation. Au nom de la section CGSP de l'ECCSA, l'Ecole Communale de secrétariat, d'administration et de commerce de la ville de Liège, Guy Englebert, a introduit une motion. Elle demande au bureau de la CGSP de lancer un appel public pour démissionner du PS, «un parti qui méprise ses membres et qui est devenu un de nos principaux adversaires». La motion a été approuvée à une très nette majorité : 212 pour, 112 contre et 57 abstentions.

Ce vote montre l'ampleur de la déception devant la politique de délabrement de la ministre de l'Enseignement, la "socialiste" Onkelinx. Une décision de la CGSP-Liège que nous saluons.

Cinq raisons de rompre définitivement avec le PS

Le dernier heurt sérieux avec le PS date du Plan global de 1993. Pourtant ce parti procapitaliste, qui n'a de socialiste que le nom, a pu rétablir son emprise sur la FGTB. Pour prévenir toute réédition, deux conditions sont nécessaires : un approfondissement politique des raisons de rompre avec le PS et le SP et le choix d'une véritable alternative de gauche et du parti qui la représente. Énumérons les raisons principales de la nécessité d'une rupture avec le PS.

La première raison est fondamentale : le PS a opté pour le système capitaliste criminel. En 1909 déjà, Emile Vandervelde, à l'époque président du Parti Ouvrier Belge (POB, ancien nom du Parti socialiste), a rompu avec le socialisme en soutenant la colonisation du Congo. En 1914, contrairement à Lénine, Rosa Luxemburg et les autres marxistes révolutionnaires, il a appelé à participer à la Première Guerre mondiale, boucherie inter-impérialiste pour le repartage des colonies. A la fin des années 30, les chefs de file du POB, Paul-Henri Spaak et Henri De Man ont défendu une politique de plus en plus autoritaire. En juin 1940, De Man a même dissous le POB et appelé à collaborer avec les nazis ! Après la guerre, Spaak est devenu le premier secrétaire général de l'Otan.

Des ministres socialistes ont pris part à toutes les agressions criminelles de l'impérialisme occidental : de Stanleyville au Zaïre, en 1964, jusqu'à la guerre du Golfe en 1991. Anne-Marie Lizin est fière que «l'Internationale Socialiste, reconstituée en 1951, a confirmé sans la moindre ambiguïté son renoncement au marxisme» (1). Et Frank Vandembroucke, du SP, estime que «le système (capitaliste) n'est plus un corps étranger et hostile mais qu'il est aussi un peu le nôtre» (2).

Politique néolibérale

Une deuxième raison de rompre avec le PS est sa politique néolibérale ininterrompue. «Les dépenses pour la Sécurité sociale ont, par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB) été ramenées de 20,9 % en 1993 à 17,9 % en 1996.» (3). Cela représente une réduction de 3 % du PIB, ou 250 milliards de francs par an. Un montant énorme, équivalent aux 3 % de Maastricht ! Depuis 1993, Guy Coëme et Di Rupo ont bradé les entreprises publiques (CGER, Distrigas, Belgacom...) au privé à un rythme à faire bleuir d'envie le libéral Verhofstadt. Telles sont les "prouesses" du PS, qui avait promis d'être "le bouclier" de la Sécurité sociale et du secteur public et de nous préserver de la catastrophe libérale. Les réformes de l'enseignement de Van den Bossche et Onkelinx et la manière dont ils provoquent et écartent les syndicats sont dignes d'un Louis Michel.

La direction du PS tente de briser par tous les moyens la lutte des travailleurs et des étudiants. Y compris par la violence, comme l'a montré Jean-Maurice Dehousse à Liège.



Ces enseignants s'indignent avec raison du saccage de l'enseignement par les ministres "socialistes" (Liège, 15 février). Un approfondissement politique des raisons de rompre avec le PS et le SP est nécessaire pour éviter toute récupération ultérieure.

ge. C'est la troisième raison de tourner le dos à ce parti. Un quatrième motif de rupture est la vaine expérience des gens de gauche, depuis 80 ans, de rendre le PS révolutionnaire et socialiste. L'intransigence d'Onkelinx — qui, avec Moureaux, appartenait à l'aile gauche — le prouve à nouveau. Une dernière raison de déchirer sa carte du PS est la progression du nationalisme et du racisme dans ses rangs. Tout comme les autres partis bourgeois, les dirigeants du PS et du SP protègent le grand capital de la colère des travailleurs. Ils la détournent vers les autres travailleurs, "les" Flamands ou "les" Wallons, et vers les plus faibles, les immigrés. Pensez aux mesures contre les réfugiés du ministre "socialiste"

Vande Lanotte dignes du Vlaams Blok. Quand un journal lui rappelle qu'il chante pourtant "Debout les damnés de la terre" dans l'Internationale, il réplique : «Oui, mais ils n'ont qu'à se soulever dans leur propre pays». (4) Enseignants de gauche, c'est le moment de décider. Rejoignez le PTB. Ce parti reste fidèle aux objectifs révolutionnaires du marxisme, il vous aide, vous et les autres travailleurs, à élaborer votre lutte et oeuvre à l'unité entre travailleurs wallons, bruxellois, flamands et étrangers.

1. Anne-Marie Lizin, Demain, la Social-démocratie, éd. Labor, 1990, p.55. 2. Chiffres cités par le président de la CSC Willy Peirens, De Standaard, 18 janvier 1996.

Comment Johnny Van den Rijse a déshonoré le syndicat rouge

De nombreux cheminots CGSP sont mécontents du récent accord que certains dirigeants CGSP ont approuvé à la SNCB. L'accord est le résultat, comme le reconnaît José Damilot (CGSP), de la "pression amicale" du PS et du SP (1) Le camarade Georges Vanswevelt (CGSP enseignement) estime erroné l'ap-

pel de la CGSP liégeoise à quitter le PS. Le désastre de ses collègues de la SNCB montre qu'il a tort. Ainsi, Johnny Van den Rijse a déclaré à la télé qu'une perte de salaire de 1,65 % est tolérable si elle coïncide à une augmentation d'index. Défense de l'index ? Rejet des la réduction du temps de travail ? Ces résolutions des con-

grès de la FGTB ne comptaient plus ! Van den Rijse a déshonoré le rouge de son foulard, mais surtout le syndicalisme rouge. Oubliées aussi les déclarations combattives de certains dirigeants de la CGSP, comme José Damilot. Une preuve de l'influence néfaste du PS et du SP sur le syndicat.

Agalev : "Do it yourself"

Depuis que Mieke Vogels (Agalev) est échevin à Anvers, elle régresse sur le plan politique et idéologique. Elle se sent «impuissante devant les contraintes budgétaires».

Malgré le fait qu'à Anvers, la banque Anhyp ait fraudé trois milliards, Vogels ne voit qu'une solution : «impliquer les gens dans la recherche de solutions aux problèmes sociaux qu'ils dénoncent. Cela s'applique par exemple à la propreté de la ville. On n'obtiendra jamais rien dans ce domaine si les gens ne prennent pas un tant soit peu des responsabilités» (1).

Mieke Vogels compte appliquer ce principe de "responsabilisation" de la population dans d'autres domaines comme la sécurité. «J'appelle cela démocratie participative. Les services de gardes civils sont aussi envisageables que le recours à des services de sécurité privés comme Securitas». (1) Ces gardes privés sont un maillon important dans les plans de l'extrême droite en vue de la fascisation du régime. Mais cela ne semble guère inquiéter l'élue des Verts.

1. De Morgen, 21 février 1996.

Inquiétude monétaire

Un mois après que le dollar ait atteint à grand peine les 30 FB, son cours est à nouveau redescendu. Cette évolution risque encore d'affaiblir la compétitivité des économies européennes et de déstabiliser la situation monétaire en Europe.

«L'évolution de ces derniers jours est inquiétante», affirme l'économiste en chef de la Générale de Banque. (1) Le gouvernement et les partenaires sociaux, qui négocient secrètement "le contrat d'avenir pour l'emploi" construisent donc un château de sable, en se fondant sur les lois aveugles du capitalisme. (KM)

1. De Morgen, 21 février 1996.

Tobback : «Les fascistes ont raison»

"Louvain sans fascisme" contre la manif fasciste du 7 mars !

Danny Vandebroucke

"Louvain sans fascisme" a remis un millier de pétitions au bourgmestre Louis Tobback lors du conseil communal du 12 mars. Les signataires exigent l'interdiction de la marche provocatrice que le NSV, organisation étudiante du Vlaams Blok, veut organiser le 7 mars «contre l'impérialisme culturel francophone». Tobback a tenu ces propos aux initiateurs de la pétition : «Le NSV a le droit démocratique de manifester. Je suis aussi contre le NSV, mais l'impérialisme culturel francophone contre lequel il s'insurge



Victoire du mouvement de soutien aux passagers clandestins de l'Elise D. : les trois jeunes rescapés ont été libérés après deux mois de détention. Mais leur droit d'asile n'est pas accordé. Il faut maintenir la pression.

Eric est libre !

Elise D. : la mobilisation antiraciste a payé

Eric, Tommy et Julius ont pu quitter leurs camps de Zaventem et de Steenockerzeel vendredi 23 février. Ils sont libres mais n'ont aucune garantie d'un séjour durable en Belgique.

Marianne Martin

Le jeune Eric, orphelin de 14 ans, aura sa situation provisoirement résolue mais les deux autres, originaires du Sierra Leone, ont reçu un ordre de quitter le territoire de Schengen dans les dix jours.

Ils étaient arrivés la veille de Noël, à bord du cargo Elise D., un cargo bourré de fèves de cacao. Dans la cale ils avaient entendu mourir d'autres passagers clandestins embarqués comme eux en Côte d'Ivoire. Arrivés à Anvers, ce n'est que

grâce à l'intervention de militants de Frontières Ouvertes qu'ils avaient pu demander l'asile et quitter leur prison flottante le 26 décembre pour se rendre sous escorte de la gendarmerie vers une autre prison : le centre de transit 127. Le lendemain, les dockers découvraient les corps sans vie de deux inconnus coincés sous les ballots de cacao. Frontières Ouvertes organisa alors leur enterrement et une cérémonie d'hommage à la mémoire de toutes les victimes de la fermeture des frontières.

Eric, Tommy, Julius et un quatrième rescapé ont suivi la procédure d'asile. Bien entendu l'asile leur a été refusé car ils n'entraient pas dans le cadre de la convention de Genève qui ne protège ni les gens qui fuient la misère ni ceux qui fuient la guerre. Cette convention opère un tri qui laisse sur le carreau environ 95 % des réfugiés. Le quatrième rescapé ghanéen a été très vite rapatrié dans son pays. Pour les trois autres, la lutte s'est organisée et ils ont été libérés le 23 février après deux mois de détention. Cette première victoire nous apprend que le seul respect de la convention de Genève ne suffit pas. Il faut ouvrir complètement les frontières pour permettre à des clandestins comme ceux de l'Elise D. de trouver refuge en Belgique.

EN BREF

Maffia des hormones

L'anniversaire de l'assassinat du vétérinaire Van Noppen par la mafia des hormones a été commémoré par une deuxième journée sans viande. On soupçonne cette mafia d'avoir assassiné l'inspecteur de la P.J. de Mons, la semaine dernière. Le père de celui-ci, le procureur Poncelet de Tournai, venait de démanteler un réseau de viande fraudée.

La mauvaise qualité de notre nourriture est due aux lois de l'économie capitaliste. L'anarchie de la production empêche tout véritable contrôle. Chaque "entrepreneur dynamique" peut créer une "entreprise" de trafic d'hormones. Au nom du sacrosaint profit, la mafia des hormones est ravitaillée directement ou indirectement par les multinationales. A mesure que croît leur fortune, l'influence de ces criminels augmente dans les milieux politiques et judiciaires. Et ils n'hésitent plus à tuer...

Sea Empress : crime écologique

La catastrophe écologique provoquée par le pétrolier Sea Empress démontre la nature criminelle du capitalisme. Le pétrolier naviguait pour le compte de Texaco sous pavillon panaméen. Il n'avait pas de double coque et était manoeuvré par un équipage de 28 Russes, les moins chers sur le marché. (Le Monde, 17.2.) Sous le capitalisme, les catastrophes écologiques ne peuvent que se répéter. Du point de vue écologique, le socialisme est aussi devenu une nécessité historique.

Pour désamorcer la bombe sociale

Le journal La Wallonie se fâche contre Verplaetse, gouverneur de la Banque Nationale, qui «était parfaitement odieux en parlant de "Belges vite fatigués". (...) Quelle hypocrisie ! Les départs prématurés de la vie active ont été rarement choisis de plein gré. Ils ont été depuis déjà des lustres le moyen par excellence de désamorcer des bombes sociales.» (La Wallonie, 17.2.)

Leçon à tirer : si les travailleurs avaient effectivement fait sauter la bombe sociale, ils auraient obligé patronat et gouvernement à ne pas détruire des centaines de milliers d'emplois par prépension.

Logement : des milliers d'emplois !

«Si le PTB instaure le socialisme, il ne pourra empêcher les pertes d'emplois dues aux nouvelles technologies», observait un participant à l'université marxiste d'hiver pour jeunes. Une enquête montre que dans le seul secteur du logement on pourrait créer de très nombreux emplois pour les vingt ans à venir.

«Dans notre pays, 300.000 logements habités devraient en fait être détruits et reconstruits ou rénovés. Parmi les familles en situation précaire, 40 % seulement habitent une maison avec un WC intérieur et équipée d'un bain ou d'une douche et du chauffage central.» (De Morgen, 22.2.)

Une ministre pour les droits égaux

Anne Van Asbroeck, membre du gouvernement flamand, plaide pour que "les immigrés obtiennent le droit de vote à tous les niveaux après cinq années de résidence légale" (Knack, 22.2.) Suggestion à nos amis d'Objectif 479.719 : l'inviter à participer à la manifestation du 24 mars. Et à chercher quelqu'un dans son parti (le SP) pour réintroduire le projet de loi Harnie. (KM)

«N'achetez pas un chat dans un sac», dit la CSC-Cheminots

Améliorer le plan Horizon 2005 de la SNCB ou bien le rejeter ?

La CSC-Cheminots annonce une grève nationale de 24 heures pour le 1er mars. Les délégués de base y travaillent dur. Des délégués de la CGSP veulent aussi y participer, à juste titre. Mais les revendications ne peuvent se limiter à améliorer l'accord. C'est tout le plan Horizon 2005 qu'il faut rejeter.

Tony Pirard

En prévision de la grève du 1er mars, le SCCC (CSC Cheminots) diffuse, dans tous les sièges de la SNCB, un document dans lequel il motive son rejet de l'accord social. Le titre est parlant : «Le SCCC n'achète pas un chat dans un sac». Ce qui est positif, c'est qu'avec ce document, le SCCC organise partout des assemblées du personnel où les gens peuvent exprimer leur colère à propos de cet accord.

C'est surtout la publication d'extraits d'une note de direction "Propositions d'adaptation du règlement de travail" qui a donné lieu, la semaine passée, à des actions choc parmi les machinistes à Anvers-Central et à Gand-St. Pieters. Cette note propose d'augmenter la durée maximum des prestations de 9 à 10 heures et de déplacer les limites du week-end au vendredi 23 h 55 et au lundi matin 4 h (il s'étend maintenant du vendredi 23 h au lundi 5 h).

Toutefois, ce document du SCCC soulève quelques questions critiques. Ainsi, le syndicat chrétien s'oppose à juste titre à la restriction salariale d'1,65 %. Mais dans son alternative, il parle de réduction "volontaire" de la durée du temps de travail associée à une restriction, allant de 7 à 31 %. La direction de la SNCB ne manquera pas d'associer cette proposition à l'introduction de postes à temps partiel. En outre, quelque 4.000 cheminots se retrouveront dans le pool. Mais où est donc le choix "volontaire" de ces travailleurs qui doivent opter entre un travail à temps partiel ou un licenciement grassement acheté ?

La direction veut rendre les syndicats coresponsables

Le plan Horizon 2005 prévoit la mise en place des business units, qui sont un préalable direct à la privatisation. Dans le document du SCCC, on accepte pourtant le cadre de réflexion d'Horizon 2005. La direction du SCCC veut se borner à améliorer ce plan. Selon Michel Bovy, président du SCCC, «les mesures d'exécution à négocier encore paritairement seront soutenues en temps utile par des actions, portées par une large majorité de travailleurs de la SNCB» (1). Et c'est justement là le piège pour les syndicats. Les directeurs Schoupe et Damar veulent les rendre coresponsables du démantèlement du transport public, ainsi que du délabrement de l'emploi, des salaires et des conditions de travail. La direction du SCCC est fière de n'avoir lancé, jusqu'à maintenant, qu'un seul appel officiel pour une grève de 24 heures. Est-ce correct ? Si l'emploi est démantelé de 7.500 unités, si les travailleurs



Actions-choc à Gand St Pierre le 19 février. A présent, chaque gréviste doit se justifier par écrit. Une intimidation organisée par un directeur PS de la SNCB.

Intimidation antigrévistes

Lors de l'action spontanée des machinistes de la gare St-Pieters de Gand, la direction de la SNCB a obligé chaque machiniste en grève à signer une déclaration, dans laquelle il doit se justifier de l'action et préciser qui l'y a encouragé. Le directeur du personnel Bouquiaux met tous les chefs sous pression pour qu'ils exigent une telle déclaration à chaque action spontanée.

Ce personnage, qui est membre du Parti Socialiste et exécute les ordres de son "patron" PS Daerden (initiateur de "l'accord modèle" de la SNCB) intimide ainsi les cheminots grévistes. Certains des machinistes concernés avaient déjà fait l'ob-

jet d'une sanction disciplinaire pour leur participation à une action l'année dernière. Aujourd'hui, ils risquent une suspension temporaire. Cette obligation de se justifier par écrit lors d'une action de grève constitue un premier pas vers la responsabilisation des syndicats à qui on veut faire supporter les conséquences financières des actions de grève. L'année dernière, les directions syndicales ont signé un protocole, dans lequel Schoupe et Cie ne reconnaissent que les actions qui ont été annoncées dix jours à l'avance. Aujourd'hui, les grévistes payent le prix de cette concession.

doivent céder jusqu'à 15.000 frs par an et si nous devons travailler plus dur, le syndicat ne doit-il pas justement mobiliser pour une grève au finish ? Les deux syndicats doivent lutter ensemble pour un plan alternatif pour le développement du transport public et pour la défense de l'emploi. La loi du 21 mars 1991 sur les entreprises publiques autonomes, qui enferme la SNCB dans un carcan budgétaire strict,

doit être abrogée. Il faut un refinancement de la SNCB sur le dos des riches. Ce n'est qu'en posant ces revendications que l'on évitera de courir d'une restructuration à l'autre. Et c'est la meilleure garantie pour que les délégués des deux syndicats se retrouvent aujourd'hui sur le terrain afin de donner un nouvel élan à leur lutte.

1. Het Volk, 22 février 1996

Plus que 22.000 cheminots en 2010 ?

Le patron Etienne Schoupe livre ses secrets

Kris Hertogen

«La SNCB garantit 35.000 emplois pour 2005» (1). Voilà les termes de l'accord des chemins de fer. Mais alors même qu'il négocie avec les syndicats belges, l'administrateur délégué Etienne Schoupe déclare à la presse étrangère : «La productivité a augmenté ces dernières années, mais nous devons encore réaliser des progrès si nous voulons devenir compétitifs face aux autres secteurs du transport. Nous considérons qu'il est possible d'améliorer la productivité de 25 % durant les dix années à venir. En même temps, nous essayons réduire le personnel de

40.000 actuellement à 22.000. Beaucoup de membres du personnel seront en outre reclassés et transférés afin de répondre aux besoins changeants de notre industrie» (2).

Ce n'est donc pas un hasard si dans une version antérieure du protocole d'accord on garantissait 35.000 emplois "maximum". Ce terme a été supprimé lors des dernières négociations. Mais ce ne serait pas la première fois que des promesses formelles s'avèrent vaines par la suite. En 1984, un moratoire promettait le maintien de 47.000 emplois à la SNCB. Certains dirigeants syndicaux s'inquiètent d'ailleurs dès à présent. Ainsi, Dominique Dalne,

secrétaire général du SCCC-cheminots, déclare : «Un autre problème est la pyramide d'âges dans l'entreprise. Il faut savoir qu'en 2005, 25 % du personnel actuel quittera l'entreprise et que les années suivantes 2.000 autres partiront. En d'autres termes, en 2010, 50 % du personnel aura quitté l'entreprise» (3). Un accroissement de 25 % de la productivité ne peut être réalisé qu'au détriment d'une énorme flexibilité et mobilité. Etienne Schoupe affirme : «On doit donc mettre un terme à la raideur administrative qui l'a emporté jusqu'ici et trouver des formules qui permettent par exemple qu'un cheminot travaille sept jours

d'affilée et ait ensuite sept jours de congé. Sur ce point, nous avons un accord de principe avec les syndicats» (4). Pour obtenir cette collaboration, la direction de la SNCB a aussi répondu à la demande de la semaine de 36 heures. Pour Etienne Schoupe, «la rémunération des cheminots baissera de 2 % à partir d'avril-mai. La durée du travail sera progressivement ramenée de 38 à 36 heures par semaine en 1999, en échange d'un accroissement de la productivité de 7,5 % en trois ans... Ils (les syndicats, ndlr) sont nos partenaires et ils nous aideront à appliquer cet accord. Les syndicats ont ainsi lutté pour les 36 heures et c'est en

effet un grand symbole de l'évolution de la vie sociale en Belgique. Ils ont donc tout intérêt à nous aider à accroître la productivité des cheminots. Ils lutteront à nos côtés. C'est un point fondamental» (4). Ainsi, la semaine de 36 heures sert à impliquer les syndicats dans une attaque contre les salaires et les conditions de travail des cheminots. C'est là que réside le "caractère novateur" de cet accord que certains osent même qualifier de "révolutionnaire".

(1) Protocole d'accord social pour la période 1996-1997-1998. (2) International Railway Journal 2/96. (3) Le Peuple, 17.2.96. 4. L'Événement, 14.2.96.

Les masques sont tombés aux Forges de Clabecq

650 emplois perdus "pour commencer", Gandois pour achever le démantèlement

L'audit de la Région wallonne veut - pour commencer - supprimer 650 emplois (sur 2.143). Et elle fait appel à Jean Gandois (le tueur d'emploi de Cockerill-Sambre) pour le plat de résistance : restructurer toute la sidérurgie wallonne. Tous les travailleurs du secteur sont visés...

David Pestieau

Dans cette première phase, l'usine intégrée n'est pas encore démantelée. Mais les délégués ne sont pas dupes : «Ils nous trompent en se disant d'accord de maintenir une usine intégrée à condition que nous acceptions d'abord un "assainissement préalable" de 650 déagements. Cela signifie déjà la fermeture. Or, nous sommes mandatés par les travailleurs pour maintenir l'emploi dans une usine intégrée».

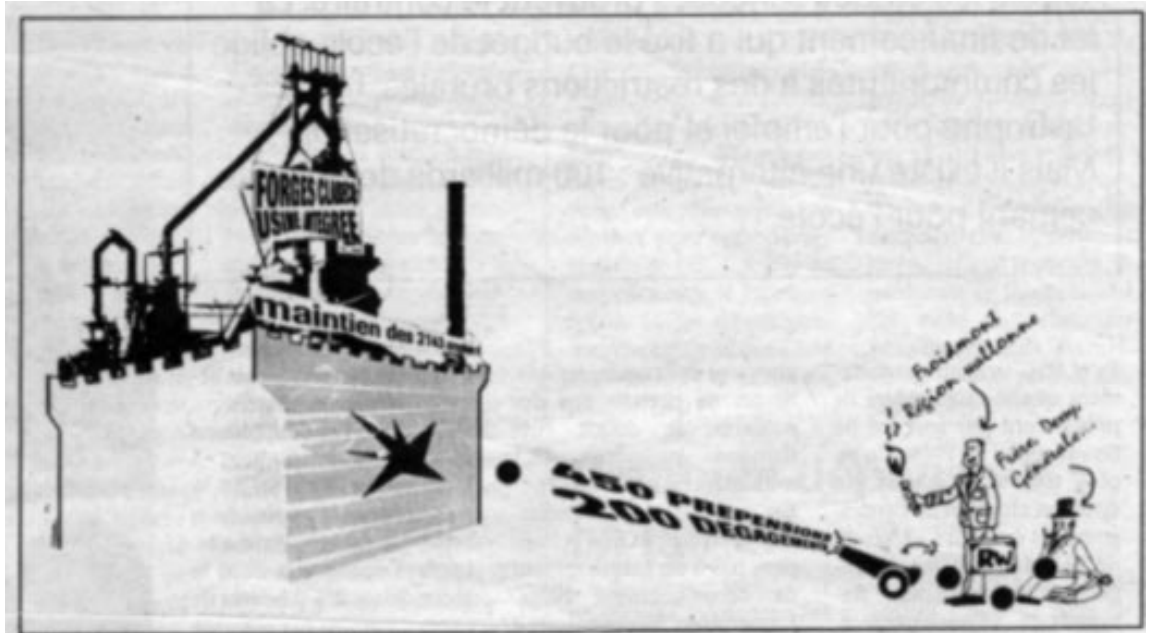
Un homme sur trois en moins ? Les deux restants travailleront comme des chiens. L'audit veut une chasse aux malades, augmenter les cadences, diminuer les arrêts. Un plan inacceptable nous affirme un syndicaliste. «Je suis rentré hier après le résultat de l'audit. Ma femme m'a dit : "Si vous ne rejetez pas ce plan, je me demande ce que tu fais là"». Le jour du Carnaval, quand l'audit est sorti, les masques sont tombés : on en sait assez des intentions réelles de la Région wallonne et des patrons. Dès maintenant, il

faut s'engager dans la lutte.

Un délégué poursuit : «Si la Région wallonne nous propose de donner de l'argent à Clabecq pour permettre cet assainissement préalable, nous disons non». Robert Collignon, président de la Région wallonne, veut faire croire que les sociétés "à problème" (Clabecq, Sonaca) ont été mal gérées. Non, Monsieur Collignon, leurs difficultés sont dues au système capitaliste lui-même. Et votre parti, le PS, joue les bons managers : il gère la misère engendrée par le capitalisme. Votre mission - pour laquelle on vous paye - est de calmer la colère des travailleurs.

Tous les sidérurgistes du pays sont visés

L'audit de Laplace Conseil reflète parfaitement les plans de la Région wallonne et du patronat. D'abord, il insiste sur l'argument régionaliste de Collignon : le pôle sidérurgique qui regroupe les flamands de Sidmar, les Hollandais d'Hoogo-



vens, les Luxembourgeois d'Arbed et les Allemands de Brême «est particulièrement menaçant pour les Wallons» (1).

Mais surtout, l'audit dévoile le plan patronal pour la sidérurgie : les capitalistes ne souhaitent plus simplement privatiser Cockerill-Sambre; ils veulent que les pouvoirs publics fassent le grand nettoyage dans toute la sidérurgie wallonne afin de pouvoir racheter le grand groupe, compétitif, qui en ressortirait. Et qui est plus à même de réaliser ce plan que Jean Gandois, qui a rendu Cockerill-Sambre compétitif en y liquidant

15.000 des 25.000 emplois ?

La revendication du PTB - nationalisation sans indemnisation de la sidérurgie belge et luxembourgeoise - s'oppose sur toute la ligne à ce plan :

- elle vise à faire payer les capitalistes plutôt que de s'en prendre à l'emploi et aux salaires;
- elle rejette la logique de la compétitivité et défend le maintien de tous les outils;
- elle s'oppose à l'action de l'Etat capitaliste, qui nationalise les pertes et privatise les bénéfices;
- elle permet d'unir les travailleurs wallons et flamands, contre la

démagogie régionaliste du PS;

- elle permet d'unir les travailleurs des diverses entreprises wallonnes, qu'on tente de diviser à propos du choix des outils à fermer. L'attaque de la Région wallonne contre les travailleurs de Clabecq a dépassé le cadre des Forges. Tous les ouvriers de la sidérurgie sont visés. C'est le moment où jamais de réaliser cette unité de tous les bassins que beaucoup de travailleurs attendent et que le patronat craint tant !

(1) Laplace Conseil, rapport intermédiaire du 15/2/96.

Dehaene et Swissair : à bas Godfroid, vive le plan

Boudewijn Deckers, Gertrude Bongaerts

On apprend ce lundi que depuis deux semaines déjà, Swissair et Jean-Luc Dehaene se sont mis d'accord sur la démission de Pierre Godfroid. Swissair est exaspéré par le fait que Godfroid ne parvient pas à faire passer le Businessplan, convenu lors de l'entrée de Swissair dans le capital de la Sabena en mai 95. Swissair renforcera son emprise sur la Sabena. Mais le gouvernement belge lui aussi veut au plus vite mettre un terme à la résistance des Sabéniens aux plans patronaux. On peut s'imaginer qu'il a deux

bonnes raisons. D'abord, la lutte à la Sabena est suivie avec beaucoup de sympathie par l'ensemble des travailleurs en Belgique. La mobilisation massive du 20 décembre en témoigne. Aussi longtemps que des foyers de lutte comme la Sabena, les enseignants et d'autres continuent à brûler, le gouvernement ne voit pas la possibilité de faire passer ses nouvelles mesures d'austérité. D'autre part, gouvernement et patronat veulent pouvoir s'appuyer sur les mesures du plan Swissair-Godfroid pour introduire partout des attaques semblables: désindexation des salaires, prolongement de la journée de travail sans hausse de

salaires, flexibilité à l'extrême, contrats temporaires et "on call", pausses interrompues, etc.

Sans nul doute le départ de Godfroid est une victoire pour les Sabéniens: ce patron au sympathies fascistes ne réussit pas à imposer son plan, grâce à leur résistance exemplaire. D'autre part, Swissair et le gouvernement belge le remplacent dans l'unique but de réussir (finalement) à faire passer l'entière du Businessplan. Les syndicats et travailleurs de la Sabena devront donc reprendre et durcir leurs actions contre ce Businessplan, dans les jours et semaines qui viennent. Ils peuvent

être assurés d'un soutien massif de l'ensemble des travailleurs !

Les conciliateurs sociaux exigent du "respect" pour la direction

Le trio de conciliateurs sociaux, nommé par la ministre du Travail Smet pour briser la combativité, a présenté vendredi une lettre : les syndicats «doivent montrer du respect pour l'autorité de l'employeur et ne peuvent rien faire à l'encontre du fonctionnement optimal de la société».

La lettre dit aussi que la direction doit supprimer les sanctions pour faits de grève, déclarer ces journées comme "assimilées" à des journées de travail puisque les grèves ont été reconnues par les syndicats. Et qu'elle doit accorder un statut Sabena aux pilotes engagés pour les nouveaux avions "DAT" (1). Cette lettre ne rencontre pas les exigences essentielles du personnel : silence sur la liaison à l'index, l'application des augmentations barémiques, le maintien des 38 heures, le rétablissement des conventions. Le Catering n'est pas non plus reconnu comme division Sabena.

(1) De Morgem 24.2.96

La fille d'une des victimes d'Irma Laplasse : "Merci à l'Unité Antifasciste !"

Après la confirmation de la condamnation d'Irma Laplasse pour trahison et dénonciation de sept résistants, Berthe Ureel, la fille d'une des victimes, a envoyé une lettre de remerciements à l'Unité Antifasciste. Celle-ci s'était montrée très active pour contrer la désinformation des collabos et des nationalistes flamingants...

Hombeek, 17 février,
A Annelise, Herwig, Juliette,

Johan, Michel, Raf, Luc et tous les antifascistes

Le rideau est tombé sur le procès Laplasse. Poussée par mon ardeur à faire triompher le droit et à dénoncer la désinformation autour de cette affaire, je n'ai épargné ni mon temps ni mes efforts pour y parvenir.

Je pensais que mon combat était le combat d'une seule personne, mais je me suis trompée. Peu de

temps après ma rencontre avec Johan Anthierens, j'ai fait la connaissance d'Annelise et de l'Unité Antifasciste. Un groupe de soutien qui m'a sortie de mon isolement ou, mieux encore, des gens qui m'ont aidée de toutes les manières possibles à faire connaître l'affaire de mon père et de la résistance.

En publiant des communiqués de presse relatifs au procès Laplasse,

la vérité est apparue au dehors. Le groupe qui est allé à toutes les universités du pays pour mener un débat sur l'amnistie et Laplasse a fait un travail fantastique. Comment vous remercier ?

Je sais une chose : je vous reste reconnaissante. Partout où les antifascistes auront besoin de moi, je serai présente. Grâce à votre aide envers les médias, nous avons obtenu une victoire dans le procès. Le froid que vous avez affronté sur

les marches du Palais de Justice m'a donné, dans la salle d'audience une chaleur indescriptible.

Encore une chose : ces derniers mois, j'ai rencontré parmi les antifascistes beaucoup d'amis intelligents et cela, c'est inoubliable. Nous continuons à lutter contre l'injustice et l'oppression et, pour cela, il faut des gens. J'en suis.

Berthe Ureel

L'origine du saccage : la loi de financement

Anne Cole

Les ministres Onkelinx et Van den Bossche répètent en chœur : «Pas besoin de refinancer, il faut épargner dans le cadre du budget».

Toutes les études sérieuses prouvent le contraire. La loi de financement qui a fixé le budget de l'école oblige les communautés à des restrictions brutales. Une catastrophe pour l'emploi et pour la démocratisation. Mais il existe une alternative : 100 milliards de refinancement pour l'école.

Ps et PSC savaient parfaitement quelle catastrophe ils préparaient par leur loi de financement de 1989. Un an plus tôt, W. Kiekens du syndicat chrétien de l'enseignement écrivait : «L'étude de H. Monard, secrétaire-général du ministère flamand de l'Enseignement, montre que l'enseignement flamand disposera en 1998 de 14 milliards (10 %) de moins que maintenant (une enquête publiée par le journal Le Soir montre que l'enseignement francophone verra, lui, ses crédits diminués de 17,5 milliards). Pour l'enseignement flamand, ceci signifierait la suppression de 18.000 emplois et pour l'enseignement francophone de 21.000 emplois (à temps plein)» (1). En 1991, Réginald Sauvage (Université Catholique de Louvain) estima que la loi de financement préparait une diminution de plus de 25 % en dix ans (en pourcentage du PNB) de la dotation publique fédérale à l'ensei-

gnement des communautés. Si on ne prenait pas des mesures, le déficit côté flamand atteindrait 48,1 milliards en l'an 2000 (2). En mars 1994, la Kredietbank écrivait : «On n'échappera pas à un assésissement de l'enseignement belge. L'opération économiserait 54 milliards. 19 % du corps professoral actuel disparaîtrait» (3). Une liquidation sans pitié de 47.000 des 250.000 emplois existant dans les trois communautés.

64 milliards pour maintenir le niveau actuel

En septembre 1995, François Martou (président du Mouvement Ouvrier Chrétien) esquissait quelques scénarios pour l'enseignement francophone (4). Le premier, avec une réduction financière limitée, mène à un déficit de 64 milliards en 1999. Autrement dit, il faut au moins 64 milliards pour

maintenir notre niveau actuel d'enseignement.

Scénario 1. Les adaptations de salaires se limitent à l'indexation : 2 % l'an. 10 % d'encadrement en plus dans l'enseignement primaire. Légères économies dans le secondaire : 2% d'heures de cours en moins par semaine pour les élèves, 5 % de plus d'élèves par classe, 666 emplois de moins.

Scénario 2. Le déficit est éliminé et le budget est ramené à l'équilibre. C'est le massacre intégral. La croissance salariale est bloquée à 0,5 % jusque l'an 2000. Pas d'augmentation de l'encadrement dans le primaire. Démantèlement incroyable du secondaire : brutale diminution des redoublements, ce qui mène à une sélection forcée, 10 % de cours en moins par semaine, 42 % d'élèves en plus par classe, suppression de 11.631 emplois entre 1993 et 1999. On imagine les conséquences...

100 milliards pour l'enseignement : ce n'est pas absurde

Il faut un refinancement selon les besoins

Pour empêcher la destruction de l'emploi et de la démocratisation de l'enseignement, il faut au moins 100 milliards de plus pour l'enseignement, pour les trois communautés confondues.

10 % d'encadrement supplémentaire pour l'enseignement primaire, cela coûte 10 milliards; le retour à l'encadrement du secondaire d'avant Val Duchesse, cela coûterait 30 milliards. 100 milliards, c'est une première étape pour satisfaire aux besoins d'un enseignement convenable et démocratique : enseignement gratuit pour tous les niveaux, accès libre à l'enseignement supérieur, retrait

de toutes les mesures prévues, augmentation des subsides de fonctionnement pour les écoles.

L'enseignement doit être financé selon les besoins. 100 milliards, c'est revenir à la situation de 1981. La Belgique consacrait alors à l'enseignement 6,9% de son Produit National Brut (la richesse totale produite en un an par la Belgique).

Enseignement : de 6,9% à 5,1% du PNB en 9 ans

Sous la pression de la crise économique des années 80, toute une série de mesures d'économies ont été prises.

Les dépenses publiques pour l'enseignement ont reculé à 5,1 % du PNB en 1990. Pour chaque billet de 100 F qui était dépensé en 1981 par élève, la Communauté flamande ne dépensait plus que 95,7 F en 1990 et la Communauté française seulement 93 F. (1)

Et ceci alors que le nombre d'élèves et d'étudiants dans l'enseignement supérieur ne cessait d'augmenter (notamment à cause de l'allongement de l'obligation scolaire).

Le capitalisme s'enfonce dans une crise économique structurelle profonde. Il n'y a pas d'amélioration en vue. La Belgique est confrontée à une dette publique de

Si on ne refinance pas l'école, c'est la catastrophe



(1) W.Kiekens, CCPTO, Brandpunt n° 3 nov. 1988.

(2) Het Vlaams onderwijs in de kijker, uitgave Ministère de la Communauté flamande, département enseignement, 1995, p. 34. (3) OCDE, Regards sur l'éducation 1995.

(4) F. Martou et V. Vandenberghe, Reflets et perspectives de la vie économique, septembre 1995.

Ce programme est-il bien réaliste ?

D'abord, il y a de l'argent. En 1994, les revenus de la fortune et des entreprises atteignaient 630 milliards de plus qu'en 1980 (inflation non comprise). Au cours de la même période, les revenus des travailleurs ont régressé du même montant. Sur une période de 15 ans, un transfert énorme a été opéré des travailleurs vers les riches. Le programme du PTB propose une redistribution dans l'autre sens. En 1994, les travailleurs ont versé 45 milliards par le Plan global, qui a uniquement profité aux entreprises. Leurs bénéfices ont atteint 821 milliards. Des emplois ont-ils été créés ? Au contraire, le chômage continue de croître. En 1995, les bénéfices des entreprises ont encore augmenté de 13 %. Plus que jamais, on fait payer la crise par les travailleurs et les allocataires sociaux. Quelles priorités avance le gouvernement ? Il ne trouve pas d'argent pour rénover les lignes intérieures du chemin de fer mais bien le moyen de financer le luxueux projet du TGV dont seule l'élite profitera. Le dix-septième emprunt d'Etat de Philippe Maystadt a recueilli plus de 400 milliards en une demi-journée. 85 % provenaient des milieux bancaires. Ceux-ci ont en plus reçu une prétendue commission de médiation de 1,15 %, qui leur a rapporté 5 milliards en une journée. Qui disait qu'il

n'y avait pas d'argent pour l'enseignement et la Sécu ?

La lutte pour l'obligation scolaire et contre le travail des enfants au siècle dernier fut longue et difficile. Elle avait débuté par une pétition des habitants de Saint-Josse. Un libéral bruxellois déclara lors du débat parlementaire qui suivit : «Bien sûr, si vous obligez les chefs de famille à envoyer leurs enfants demain à l'école, vous ne pourrez plus les obliger à partir à jeun; vous devrez au moins leur procurer un bout de pain; avant de leur cultiver l'esprit, on doit commencer à leur nourrir le corps. Mais ce serait du socialisme, du communisme, dont je ne veux rien savoir». (1) L'introduction de l'obligation scolaire équivalait au socialisme et au communisme ! Il n'en n'était pas question ! La victoire fut obtenue après une longue lutte. La bourgeoisie ne fait jamais de cadeaux.

En 1990, les enseignants francophones ont mené une lutte déterminée contre les mesures d'austérité. Ils ont obtenu la modification de la loi de financement en 1993 et un refinancement limité de 120 milliards pour la période 1994-2000 (accords de la Saint-Michel et de la Saint-Quentin). L'enseignement néerlandophone a pu en profiter également sans s'être battu. Les enseignants des deux parties du pays luttent aujourd'hui ensemble. C'est

(1) OCDE, Regards sur l'éducation 1995.

Le pas l'enseignement, he !



Régionaliser pour saigner

Assainir (comprenez : saigner), c'est l'essentiel de la communautarisation de l'enseignement. La loi de financement impose les montants (dotations) que l'autorité fédérale verse aux communautés pour l'enseignement. Le point de départ, ce sont les dépenses d'enseignement en 1988, adaptées à l'index des prix de la consommation (donc à l'inflation) et à l'évolution du nombre de jeunes de moins de 18 ans (dénatalité). Voilà le moyen trouvé pour saigner l'école. Et pour longtemps. Rien n'est prévu pour lier ses dépenses à l'augmentation du bien-être (qu'exprime le Produit National Brut, ensemble des richesses produits dans le pays).

«Ce système ne tient pas compte notamment de la scolarisation croissante et des besoins croissants de formation permanente. Ni de l'évolution réelle du coût salarial en tenant compte du vieillissement du personnel et des conventions sociales. La composante salariale est un facteur important pour expliquer l'évolution des dépenses de l'enseignement. Un mécanisme fédéral de financement aussi contraignant oblige les autorités flamandes à mener une politique d'enseignement basée sur les dépenses, de sorte que les budgets doivent être engagés de façon ciblée» (2). La loi de financement emprisonne

les communautés dans un carcan budgétaire. Toute augmentation salariale dépassant l'indexation (par ancienneté ou par convention collective) doit être compensée par des pertes d'emploi.

D'avantage de jeunes veulent suivre un enseignement supérieur. Entre 1981 et 1990, le nombre d'élèves a augmenté de 20 % dans le supérieur. Aucun argent n'est prévu pour ça. Chaque augmentation du nombre d'écopiers et d'étudiants au-delà de l'obligation scolaire doit donc être compensée par une diminution de l'encadrement. Cela veut dire des classes plus nombreuses.

Dotations et enveloppes, le truc pour saigner

La dotation aux communautés, déterminée dans la loi de financement, c'est le premier pas vers le financement par enveloppes. Celle de l'enseignement est déterminée pour chaque communauté. Elle n'offre pratiquement aucune marge pour trouver des fonds propres. Auparavant, les autorités fixaient des règles : par exemple, le remplacement en cas d'absence ou de maladie, l'interruption de carrière, l'allocation d'attente en cas de mise en disponibilité d'un enseignant nommé se retrouvant

sans poste, les normes d'encadrement, les augmentations d'allocations barémiques, etc.

Les coûts incombent aux pouvoirs publics. On pouvait alors lutter ensemble pour améliorer les normes et les droits. Mais le financement par enveloppes permet de répartir les moyens entre communautés. Les pouvoirs publics fédéraux sont hors d'atteinte. A chacun de se débrouiller pour voir comment payer les coûts avec une enveloppe bloquée. Ce même principe de l'enveloppe est à présent étendu à chaque niveau d'enseignement, à chaque école (fusionnée). Conséquence : des dizaines de milliers d'emplois vont tomber, on va évoluer vers un enseignement élitiste et un enseignement-poubelle.

Le principe des dotations, fixé par la loi, rend impossible tout contrôle démocratique. Le PTB rejette la communautarisation de l'enseignement ainsi que le financement par dotations et enveloppes. Nous exigeons le retour au financement de l'enseignement sur base de normes objectives d'encadrement. Nous exigeons que les budgets d'enseignement pour toutes les communautés soient augmentés au total de 100 milliards.

(1) La problématique du financement de l'enseignement, FOPES 1991, p. 11.

L'école belge est-elle plus chère ?

En 1992, la Belgique a consacré 10,5 % de ses dépenses publiques à l'enseignement. La moyenne des pays de l'OCDE est 12 %. C'est l'Allemagne occidentale qui dépense le moins : 8,5 % (1). Soit disant pour rembourser la dette de l'Etat.

Chaque fois que le contribuable belge verse 100 frs, il reçoit en retour 10,5 frs sous forme d'enseignement tandis que 40 frs vont aux banquiers et rentiers pour rembourser la dette de l'Etat. A titre de comparaison, le Japonais reçoit 11 frs d'enseignement, le Britannique 12, le Canadien 14 et le Suisse plus de 16 frs.

Par rapport au Produit National brut (richesses produites par le pays), les dépenses moyennes d'enseignement des pays de l'OCDE ont atteint 5,8 % en 1992. La Belgique était à 6 %, la France 5,5 %, les Pays-Bas 5,8 % et l'Allemagne 4,2 % (2). Mais en Allemagne une grande partie de l'enseignement technique et professionnel est organisée directement dans les entreprises et financée par elles. En échange, elles bénéficient de réductions d'impôts. Si on ajoute ce financement du privé à celui des pouvoirs publics, on arrive au même niveau que dans notre pays.

Combien dépense-t-on par élève ?

Un troisième indicateur permet de comparer les véritables conditions matérielles des uns et des autres : les dépenses par étudiant ou élève, expri-

mées en dollars 'PPA' (parité de pouvoir d'achat). Les chiffres tiennent compte des différences de durée de vie entre pays.

	Maternel	Primaire	Secondaire	Supérieur
Belgique	1.869	2.390	5.150	6.590
OCDE	3.000	4.170	5.170	10.030

Les dépenses d'enseignement par étudiant avec le produit national brut par habitant :

	Maternel	Primaire	Secondaire	Supérieur
Belgique	10,3 %	13,2 %	28,5 %	21,2 %
Total OCDE	16 %	20,8 %	26,7 %	23,9 %

On comprend pourquoi nos ministres et leurs spécialistes ne mentionnent jamais ces chiffres, pourtant bien plus significatifs que les précédents. Parce que la Belgique est loin en-dessous de la moyenne européenne. Seul le secondaire est légèrement au-dessus. On annonce que «nous dé-

pensons bien plus que nos voisins et que la différence se situe surtout dans le secondaire». Mais quelle est la réalité ? Notre secondaire est le seul niveau auquel nous consacrons à peu près autant que les autres pays. Dans tous les autres niveaux, nous sommes loin en-dessous.

Plus démocratique que les voisins

Si notre coût par élève est si bas, c'est que notre enseignement compte davantage d'élèves. Premièrement, nous avons porté l'obligation scolaire à 18 ans ce qui fait que nous avons pratiquement 100 % d'élèves. Ensuite, 97,7 % des enfants de trois ans vont en garderie contre seulement 33,3 % dans les pays OCDE (1). Troisièmement, 53 jeunes sur 100 entament des études supérieures contre seulement 41 sur 100 dans les autres pays. Quatrièmement, la Belgique, avec 13,5 % d'universitaires diplômés occupe la troisième place, après la France et l'Allemagne.

Tout ceci montre que l'enseignement belge est plus ouvert et plus démocratique que dans bien des pays industrialisés. Voilà

qui dérange la Kredietbank : «Dans l'enseignement supérieur, l'enseignement du soir et éventuellement les garderies, une contribution personnelle plus élevée se justifie. Dans le supérieur également, d'autant plus qu'il s'agit surtout d'enfants dont les parents sont relativement aisés» (3). En d'autres mots, il faut chasser autant que possible les fils d'ouvriers du supérieur. Actuellement, les enfants d'ouvriers non qualifiés ne constituent que 9 % des étudiants supérieurs contre 68 % d'enfants de cadres et employés supérieurs (3).

(1) OESO, Regards sur l'éducation 1995. (2) Onderwijs in de Kijker, p.42. (3) Weekberichten KB n° 11, mars 1994.

éaliste ?

une position favorable à une lutte commune pour le refinancement. 100 milliards de plus par an, ce n'est pas utopique. Cela correspond aux besoins de l'enseignement. L'argent doit être arraché des mains de ceux qui s'enrichissent impunément.

1. A. Laridon, Schoolpakt en schoolstrijd, p.24.



Débat sur la suspension de Jo De Vrieze, facteur antiraciste

Les "Postiers contre le racisme" récoltent du soutien parmi les syndicats

Sous le mot d'ordre "Pour des Services publics sans fascisme", le groupe d'Objectif 479.917 "Postiers contre le Racisme et le Fascisme" a organisé un débat syndical le 17 février, au Musée de la Résistance à Anderlecht.

Paul Demont

Point de départ de ce débat : la peine de 60 jours de suspension infligée au postier de Flandre orientale Jo De Vrieze. En mai 1995, il avait refusé de distribuer des imprimés électoraux du Vlaams Blok.

Outre Jo De Vrieze, Victor Duchêne, délégué CGSP de Liège 1, est venu témoigner : «Collectivement et avec le soutien de nos syndicats, nous avons empêché que la propagande du Front National soit distribuée à partir de notre bureau. Nous n'avons pas encouru de peines !»

Un facteur peut-il refuser de distribuer la propagande fasciste ?

Un postier peut-il refuser individuellement ? Cécile Harnie, porte-parole d'Objectif 479.917, qui dirigeait le débat, a soumis cette question préoccupante aux orateurs. Les secrétaires syndicaux présents sont d'avis qu'une intervention collective, bénéficiant du soutien de la direction syndicale est préférable. «Mais, affirme Gust Haverbeke, secrétaire régional CGSP du Limbourg, même si ce rapport de force favorable n'existe pas dans le bureau de Jo, nous ne pouvons pas le laisser tomber. Un fonctionnaire doit respecter la loi. Mais nous devons partir du principe que la réalité peut être modifiée. Ne pas accepter de devoir distribuer de la propagande

fasciste. Ne pas accepter que la Sécurité sociale soit démantelée, etc. Mais créer un climat pour changer cela.»

Edwin Loof, responsable de la commission immigration de la CSC : «Nous devons briser le carcan de la constitution et des lois. Nous devons partir du principe que les règlements peuvent être changés. Nous, en tant que syndicat, nous n'avons pas besoin qu'un tribunal condamne le Vlaams Blok pour agir contre l'extrême droite.»

Raf Jaspers, avocat au collectif De Bres à Deurne (Anvers) : «Les deux partis font référence à la loi pour prouver leur bon droit. Avec les lois, on peut faire ce qu'on veut. Le combat juridique est nécessaire mais face à cette justice de classe, le point de départ doit être : défendre les droits de la classe ouvrière dans leur ensemble, même s'ils ne sont pas fixés dans la loi. Les syndicats doivent établir leurs propres principes et se battre pour eux.»

"Les bonzes syndicaux doivent retourner à un syndicalisme des tripes"

Edwin Loof veut plaider en faveur d'une déclaration commune des deux centrales syndicales sur le droit de refuser la propagande fasciste. «Nous devons le faire maintenant et ne pas attendre la veille des prochaines élections.» Willy Vandeveld, secrétaire national CGSP-Poste : «Je n'ai pas



Jo De Vrieze et les "Postiers contre le racisme" appellent à manifester le 24 mars à Bruxelles pour les droits égaux.

encore beaucoup d'expérience en tant que secrétaire national, mais je trouve qu'une telle chose est nécessaire.» Il renvoie aux nombreuses initiatives de la CGSP-Limbourg pour démasquer le fascisme ainsi qu'au large intérêt des militants.

Gust Haverbeke : «C'est une proposition fantastique pour concrétiser les résolutions existantes à l'occasion d'un fait concret. Il existe des résolutions pour exclure les fascistes et les racistes des syndicats. Les deux syndicats doivent collaborer pour modifier la réglementation. Les bonzes des syndicats doivent retourner à un syndicalisme des tripes au lieu de

partir seulement des règlements.» Olga Reynaert, secrétaire CGSP-Poste de Flandre occidentale, a fait une révélation surprenante. Au service "Relations Humaines et Syndicales" de la Poste, travaillent Marc Braeckman, chef de bureau, et... le candidat du Vlaams Blok aux dernières élections provinciales (13ème sur la liste à Bruges). Il se promène avec des sacs en plastique marqués du balai, le fameux emblème du Vlaams Blok. Olga Reynaert regrette l'absence d'une réaction syndicale vigoureuse. Lode Van Oost, parlementaire Agalev, a déclaré avoir posé en décembre une question parlementaire écrite au ministre Di Rupo.

Une question restée sans réponse...

Enfin, Michel Van der Borght a pris la parole au nom des anciens combattants du Front de l'Indépendance. «Je me suis intensément occupé du procès Laplasse. Outre le combat juridique, la mobilisation dans la rue a été fantastique. C'est ce qui a rendu la victoire possible. L'action dans la rue est la plus importante. Montrez-vous ! La victoire revient aux persévérants.»

Les Postiers contre le Racisme et le Fascisme participeront en groupe à la manifestation pour l'égalité des droits le 24 mars à Bruxelles.

Le modèle Sabena fait des petits !

Toutes les conventions annulées à Balteau (Beyne-Heusay)

Johnny Coopmans

La direction de Balteau, usine de générateurs du groupe Gec-Alsthom, veut se débarrasser d'un cinquième de son personnel. Située à Beyne-Heusay, en région liégeoise, Balteau occupe 340 personnes. Le 15 février, la direction a levé toutes les conventions d'usine. Les travailleurs ont décidé d'occuper les locaux dès le 19 février. Accueil chaleureux à la cafétéria de l'usine. Je m'entretiens avec Léopold Cariaux, délégué principal SETCa et Paul Léonard, délégué principal CNE...

Léopold Cariaux. En décembre, on annonce des problèmes à Def, Kone, Métal profil et Balteau. Ce

n'est pas un hasard. L'organisation patronale Fabrimétal Liège-Luxembourg, allume ainsi quatre feux aux quatre coins de Liège. Balteau veut se faire déclarer entreprise en difficultés par manque de commandes; pourtant, elle fait des profits ! L'an dernier, elle a apuré ses pertes cumulés et réalisé environ 50 millions de bénéfices. Le 15 février, la direction communique au conseil d'entreprise qu'elle «imposera la solution de 70 départs, et la réduction de la masse salariale de 10 % pour tous les restants, à travers la dénonciation des conventions Balteau portant sur le 13ème mois, les mérites, les primes d'ancienneté et les congés d'ancienneté».

Paul Léonard. J'ai trente ans de

Balteau. J'ai fait la grève de 60-61. Ce que la direction veut nous arracher, c'est tout ce pour quoi nous nous sommes battus depuis trente ans. Je ne peux l'accepter. Je veux préserver un emploi et un avenir aux jeunes d'aujourd'hui.

Unité entre FGTB et CSC, ouvriers et employés

Léopold Cariaux. Au-delà des restructurations, il y a aussi une tentative de porter atteinte au fait syndical. L'été dernier, après un mois et demi de pression psychologique, les deux délégués principaux des ouvriers ont accepté leur licenciement. En plaçant cinq

protégés dont nous deux, parmi les prépensionnables, la direction espérait nous démoraliser à notre tour. Une prépension c'est d'abord un licenciement. Mes affiliés m'ont donné mandat et confiance pour défendre leurs intérêts dans ce conflit.

Paul Léonard. Je suis marié à une Flamande, ma fille est avec un flamand. Je suis pour l'unité, car nous sommes tous des hommes et des femmes, qui défendons nos intérêts. A Balteau, personne ne veut du comportement de la direction, peu importe qu'il porte l'étiquette CSC ou FGTB, employé ou ouvrier.

Durant ma visite, on improvise un cahier de solidarité. Léopold

m'offre l'honneur d'écrire le premier message. Il prend un exemplaire du Référendum. En sortant de l'usine, je vois l'affiche "Forçons un avenir", du groupe 2000, qui rassemble le patronat, la province et les organisations syndicales, les forces dites vives de la région. Un taureau rouge en est le symbole. Ce taureau est en fait le patronat qui tente de retourner à l'époque de Germinal. Pour "forcer un avenir" pour tous les emplois à Balteau, il faut organiser la lutte de classe et la solidarité.

Quand venez-vous? Solidarité souhaitée : Balteau se trouve près de la grand-route Liège-Fléron. Téléphone de la cantine : 041 / 55 84 04.

Pauvreté : bombe sociale

Semaine d'action internationale des sans-abri à Bruxelles

Les 28 et 29 février, des dizaines d'organisations et d'individus manifesteront à Bruxelles sur le thème "Agir contre la misère sociale". Pour en finir avec l'Europe du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion.

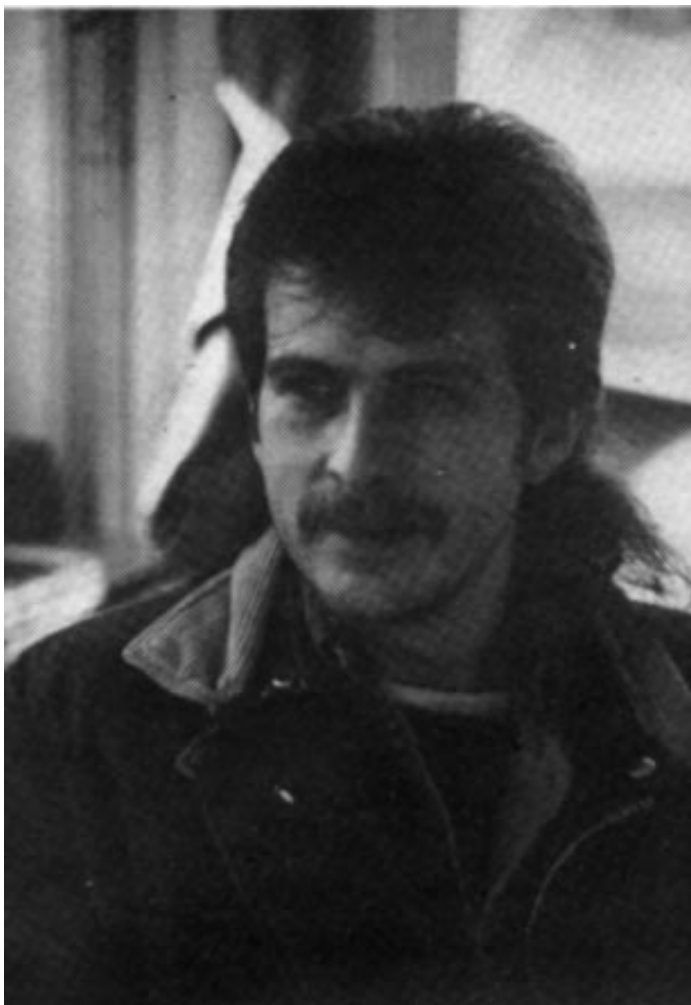
Michel Desmedt

D'année en année, la pauvreté progresse, la misère s'approfondit. Dans le tiers monde, aux Etats-Unis, en Europe. En Belgique, la bourgeoisie, craignant l'explosion, se "penche" sur la pauvreté (en attendant d'envoyer ses gendarmes si les pauvres se révoltent). En 1983, la très compatissante Fondation Roi Baudouin se fendait d'un rapport sur le problème. On y lisait, entre autres : «La pauvreté qui touche un grand nombre de citoyens est solidement ancrée dans les structures sociales.» Rassurant. Treize ans plus tard, nouveau rapport de la Fondation, toujours sur le même sujet. Une brique. Bourrée de chiffres et de faits désolants. Réaction de Jacques Santkin (PS) ministre à l'intégration sociale : «On n'a désormais plus d'excuses pour ne rien faire.» Parce qu'on en avait avant ? Pourtant, ne rien faire, on va continuer à le faire. Et tout d'abord en n'appliquant pas la loi. Celle qui porte le doux nom de Laurette Onkelinx, par exemple, et qui déclare qu'il faut donner le minimex à tous ceux qui en ont besoin, même s'ils n'ont pas de domicile "fixe" (administratif) et que les bourgmestres doivent réquisitionner les habitations vides depuis plus de six mois. Loi votée en 1993. Jamais appliquée. 5 % des

habitants de la Wallonie vivent sous le seuil de la pauvreté, avec un revenu inférieur à 15.000 francs. Plus d'un quart des habitants de Wallonie (27,6 %) survivent (ou plutôt sous-vivent) avec moins de trois quarts du revenu moyen wallon : 30.000 F par mois. Plus de 40 % des Wallons tomberaient dans la pauvreté si la Sécurité sociale n'existait pas (Etude menée par le Département d'Economie de l'Université de Liège). En Flandre, la situation est à peine meilleure et à Bruxelles, elle est pire. Conclusion d'Albert Eylebosch, président du CPAS de Saint-Gilles : «Nous sommes probablement à l'extrême limite d'une explosion sociale.»

Alain Sienaert : «On ne peut rien faire si on est seul»

Les Compagnons du Partage, organisation de "Sans Domicile Fixe" (SDF) dirigée par Alain Sienaert, mènent la lutte pour les droits des SDF et l'application de la loi Onkelinx. Dans la foulée de la "Croisade des SDF", ils ont occupé le château de la Solitude à Auderghem et effectué de nombreuses actions et manifestations. Le 16 février dernier, Alain Sienaert déclare à des étudiants venus le soutenir : «On nous fait des



Alain Sienaert, responsable des "Compagnons du Partage" : «On nous fait des promesses, des promesses et encore des promesses, mais rien ne se passe.»

promesses, des promesses et encore des promesses, mais rien ne se passe. Je suis très préoccupé par les progrès de la pauvreté, par ces étudiants dont on casse l'avenir, ces professeurs que l'on met à la porte, tous ces gens sans travail ou exclus du travail. Tout cela renforce la pauvreté. Nous

luttons depuis deux ans. Nous continuerons la lutte, mais seul, on ne peut rien.» Exact. Seule la lutte unie, anticapitaliste, de tous les travailleurs et de leurs organisations syndicales pourra mettre fin à cette spirale infernale. Ouvrir la voie à une vie décente pour tous. Et sortir les SDF de la rue.

La loi de réquisition jamais appliquée !

José Garcia (Syndicat des Locataires) et Marcel Libouton (FGTB)

La loi Onkelinx de 1993 qui prévoit la réquisition des maisons vides depuis six mois n'est jamais appliquée. Pourquoi ?

José Garcia. La responsabilité de l'application de cette loi est entre les mains des bourgmestres. Ceux-ci sont tenus de dresser une liste des maisons vides depuis plus de six mois dans leurs communes. Premier obstacle : beaucoup ne le font pas. S'ils s'y décident, ils doivent signifier aux propriétaires que leurs biens sont repris sur la liste des habitations réquisitionnables. Deuxième point d'accrochage : cette "signification" est une procédure secrète. Seuls le bourgmestre et le propriétaire sont au courant ; c'est la voie ouverte à tous les "arrangements". Troisième point d'achoppement : les "réquisitions" ne sont pas... des réquisitions : la commune doit

verser une compensation au propriétaire. Et il y a les "prudences" électorales des bourgmestres. Ceux-ci n'ont pas du tout envie d'attirer dans leurs communes des pauvres gens, allocataires ou minimexés. Ils préfèrent les "revenus moyens", tournant autour des 1.200.000 F par an, qui nourrissent la caisse communale avec des impôts. Ou les riches, bien entendu. Ajoutez tout cela, et vous comprendrez pourquoi la loi Onkelinx n'a jamais été appliquée. Elle ne le sera que si nous pouvons organiser un rapport de force favorable aux pauvres.

Marcel Libouton, FGTB. Il y a actuellement environ 120.000 logements vides en Belgique : 30.000 à 40.000 rien que dans la région de Bruxelles, dont 18.000 sont immédiatement habitables. En même temps, il

devient de plus en plus difficile de trouver un logement social ou à un prix abordable. On construit surtout des immeubles "de standing" pour bureaux. Le secteur des habitations sociales, étranglé par sa dette envers les banques (1 milliard par an de remboursement sur un budget de 3 milliards) ne construit quasiment plus. En tant que FGTB, nous sommes pour une politique de construction et de rénovation de logements à prix accessibles. Et, bien sûr, pour l'application rapide et rigoureuse de la loi Onkelinx : avoir un logement, être inscrit à la commune, c'est réunir les conditions minimales pour accéder à ses droits sociaux, économiques, démocratiques ; mais aussi pour trouver un emploi. Nous appuyons pleinement la revendication d'Alain Sienaert et des Compagnons du

Partage en faveur du minimex pour tous les "Sans Domicile Fixe".

Agir contre la misère sociale

Journées d'action des Compagnons du Partage.

Mercredi 28 février, 18h
"On dort dehors, ensemble".
Esplanade du Cinquantenaire
Judi 29 février 9h.

"Ca concerne toute l'Europe".
Rassemblement devant la Commission de l'Union Européenne pour la remise du cahier de doléances contre la misère sociale.

Samedi 2 et dimanche 3 mars
"Rencontres internationales".
Les SDF, chômeurs, précaires se rencontrent au Château de la Solitude à Bruxelles. 54, av. Charles Shaller.

Info : 02/675 63 71

EN BREF

Europe "sociale" : 18 millions de mal logés

Plus de 15 % de la population européenne vit sous le seuil de pauvreté. Un million disposent d'un revenu journalier inférieur à 40 FB (Rapport annuel du programme de l'ONU pour le développement). Roland Renard, sociologue, estime qu'il y a 18 millions de personnes vivant dans la rue, des "squats", des maisons insalubres et inadéquates, des campings. Conséquence : rien qu'en France, depuis le début de l'hiver, 9 SDF sont morts de froid.

USA : ghettos et bunkervilles

«Aux Etats-Unis, le revenu moyen des ménages s'établit à 7 % en-dessous du niveau de 1989. Le salaire minimum (4,25 \$ l'heure, 125 FB) se situe en-dessous de sa valeur de 1968. Le Sénat américain compte 28 % de millionnaires en dollars. Le profit des sociétés a progressé de 39 % en une seule année.» (Le Monde Diplomatique, décembre 1994).

Aujourd'hui, des quartiers entiers des grandes villes américaines sont transformés en ghettos du désespoir : «Broadway, comme Main Street et Hollywood (grandes artères de Los Angeles, ndlr) font aujourd'hui partie du ghetto mexicain ("Chicano") à l'abandon... A quelques centaines de mètres, se trouve le centre de contrôle des pauvres (Poverty Containment Center), géré par l'archevêché, autour duquel gravitent quelque 20.000 sans-abris et inemployables de toutes sortes... On se croirait dans quelque bas-fond d'une grande ville africaine en proie à une crise profonde.» (Edward Behr, Une Amérique qui fait peur, Ed. Plon). Pour se protéger contre cette population misérable, les Américains qui en ont les moyens se réfugient dans des milliers de "bunkervilles", cités artificielles, totalement auto-centrées, dotées de systèmes de protection électronique et de milices privées.

Des banquiers 'luttent' contre la pauvreté... pour démolir la Sécu

Les banquiers et les riches déclarent ces derniers temps, une main sur le coeur et l'autre sur le portefeuille : «La lutte contre la pauvreté est une de nos priorités.» De grandes entreprises se sont récemment réunies avec des ONG à Bruxelles en vue de sponsoriser «la lutte contre l'exclusion afin... d'éviter la révolution» (Le Soir, 14 février). Mais le mobile de ce souci des patrons pour la pauvreté (qu'ils ont eux-même causée !) est de... démolir la Sécu. Le service d'étude de la Kredietbank l'explique avec une sincérité désarmante : «Le manque d'efficacité de la Sécurité sociale vient du fait que seul 43 % des dépenses aident à combattre la pauvreté, tandis que le reste est attribué à des ménages qui n'en ont pas vraiment besoin. Dans un système de Sécurité sociale sélectif, des allocations ne seraient versées, après enquêtes, qu'aux ménages qui n'ont pas le minimum vital. Un pareil système est bien moins coûteux. On a calculé qu'en Belgique, 1,2 % du revenu national suffirait à assurer la sécurité d'existence pour toute la population.» Aujourd'hui, 23 % du revenu national est distribué via la Sécurité sociale. La Kredietbank voudrait donc que ce soit 20 fois moins ! Il faut dénoncer et combattre ce plan démoniaque : la Sécu actuelle est le meilleur bouclier contre la pauvreté. Il faut se battre pour la maintenir et l'améliorer et pour des emplois stables et bien payés. En faisant payer les entreprises et les 5 % de super-riches !

«En voyant ces cadavres, j'étais obligé de réagir»

Joris De Winter, infirmier, se rend au Rwanda pour construire un dispensaire

Joris est infirmier dans une maison de repos. "Parrain" d'enfants palestiniens, il a visité la bande de Gaza et la Cisjordanie. Aujourd'hui, son livre de chevet est un petit manuel de kinnyarwanda. Car il compte partir bientôt pour le Rwanda et y poursuivre pendant deux ans le projet de Médecine pour le Tiers Monde.

Hilde Meesters

Joris. Quand j'ai vu les terribles images du génocide à la télévision, je ne pouvais plus rester inactif. En septembre 1994, j'ai accompagné la brigade Rwanda. Les cadavres mutilés d'hommes, de femmes et d'enfants jonchaient les rues. Cette horreur ne m'a plus quitté l'esprit. Je ne parvenais pas à comprendre comment de simples gens, vivant dans la misère, étaient capables de commettre de tels crimes. Pour les y pousser, il a fallu une énorme machine de propagande, une idéologie bien définie. La même qui avait conduit au génocide commis par les nazis et à la guerre civile en Yougoslavie. Idéologie que répand chez nous le Vlaams Blok et les autres partis fascistes.

Ne pas réagir c'est consentir

Joris. A mon retour en Belgique, je suis allé parler dans les écoles, à des soirées de solidarité... Je mettais l'accent sur l'exploitation économique à l'origine de la pauvreté et sur l'idéologie ethniste utilisée par l'impérialisme pour

diviser les gens. C'est d'ailleurs la Belgique qui a introduit cette idéologie en instaurant la notion d'"ethnie" sur les passeports des Rwandais.

Il faut que la solidarité avec le Rwanda soit basée sur l'anti-impérialisme, sinon on n'arrivera jamais à comprendre ce qui s'est passé. La misère extrême des masses au Rwanda, le manque de perspective, la propagande raciste : ce sont des éléments qui ont amené les gens à assassiner leurs propres voisins pour les voler.

Lorsque l'occasion m'a été offerte de m'y rendre comme infirmier, je n'ai pas hésité longtemps. Je voulais faire quelque chose. Pour moi, c'est dans un certain sens une manière de prendre position face à la réalité. Ne pas réagir pour moi c'est en quelque sorte consentir.

Je vais travailler comme infirmier au Rwanda. Médecine pour le Tiers monde dirige un projet dans la commune de Runda, en collaboration avec l'organisation de femmes Urunana. Des veuves et des enfants principalement y ont trouvé un nouveau lieu de vie. Ils construisent des maisons, ils ont leur propre briqueterie et une école



Joris De Winter : «Nous allons construire un dispensaire. Je suis chargé de donner une formation médicale accélérée.»

gardienne. Nous allons construire un dispensaire. Je suis chargé de donner une formation médicale accélérée à des gens sur place. Je

serai certainement confronté au problème des traumatismes. Je me suis occupé pendant trois ans de victimes de mauvais traitements et

d'inceste. Cette expérience me sera peut-être utile. Hormis mon travail médical, je m'engage à informer les gens, à propager l'idéologie antiraciste du nouveau gouvernement, à expliquer comment on a pu en arriver là... C'est une tâche énorme, car l'extrême pauvreté et les terribles traumatismes dont souffrent les survivants, sont toujours un terrain fertile pour l'ethnisme. Ce qui me motive le plus, c'est qu'il y ait tant de jeunes et tant d'enfants au Rwanda. Il faut leur construire un avenir meilleur. Je me suis adressé aux hôpitaux pour leur demander du matériel médical, comme des stéthoscopes, des tensiomètres, des seringues, etc. Mais nous avons surtout besoin d'argent. La recette de la campagne des oeufs de Pâques organisée par la Ligue Anti-impérialiste sera entièrement consacrée à ce projet. Tout le monde peut collaborer avec cette campagne dans son école, son quartier, son usine, son lieu de travail. Pendant les deux années à venir, j'accueillerai également les brigades Rwanda. Et pour vous tenir au courant de la situation, j'enverrai un bulletin trimestriel.

Un dispensaire à Runda !

Vous pouvez verser votre contribution au compte n° 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde. Pour commander des oeufs de Pâques, vous pouvez remplir le bon à la page 13 ou téléphoner au n° 02/513.53.86.

«Avec Mille Collines, tous peuvent se rendre utiles»

Truus part au Rwanda à Pâques. Voulez-vous l'accompagner ?

Truus Roemans, jeune grand-mère, accueille les patients de Médecine pour le Peuple à Herstal. Le 29 mars, elle part au Rwanda avec une brigade "Mille Collines". Pleine d'enthousiasme, elle nous explique les raisons de ce choix.

Truus. J'ai envie d'aller en Afrique depuis mon adolescence. Pas comme touriste, mais pour m'y rendre utile. A l'époque, ma prof de religion était une ex-religieuse qui avait travaillé au Congo. Elle m'a fait connaître la réalité du tiers monde : les Africains meurent de faim et de misère mais sont surtout exploités. Cette prof n'est plus religieuse et sa rupture avec l'Eglise officielle est à mon avis significative de son explication. Je vais au Rwanda à cause du génocide et de tous ces enfants orphelins. Ces gosses, ça m'a chatouillé beaucoup. Et l'avantage avec Mille Collines : on ne demande pas de qualifications pour participer. Tout le monde

peut être utile. On peut exécuter des travaux simples : cultiver des légumes (on apporte les semences), aider les femmes à la fabrication des briques pour reconstruire les maisons démolies, etc. J'espère me rendre utile dans un orphelinat ou dans l'école maternelle de Runda. Je ferai des dias, pour montrer comment les gens vivent après le génocide. Je compte entre autres les montrer dans les écoles de ma région. Je voudrais emporter des crayons et autre matériel scolaire, parce que l'instruction est importante, pour que les Rwandais puissent s'en sortir par eux-mêmes.

Avant mon départ, je participerai à la vente d'oeufs de Pâques de la Ligue Anti-impérialiste, dont le profit va justement au village de Runda, et plus particulièrement au nouveau dispensaire. Et le 23 mars, j'organise une soirée pour tous mes amis et amies avec un souper, des dias, un témoin rwandais... Là, j'espère trouver



Truus Roemans va au Rwanda. Vous l'accompagnez ?

l'argent qui me manque encore pour me payer le voyage.
Envie d'aller au Rwanda ? C'est possible...
Du 29 mars au 21 avril, du 5 au 28 juillet, du 2 au 25 août et du 20 décembre au 12 janvier. Prix: 43.000 FB

Je participe à la construction d'un nouveau Rwanda

Nom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Commune : _____
Tél : _____
Entreprise/Ecole/Organisation : _____

- Je veux donner un soutien mensuel pour le dispensaire de Runda de F sur le compte 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde.
- J'invite un témoin rwandais. Lieu : _____ Date : _____
- Je commande sachets d'oeufs de Pâques (100 F le sachet); sachets d'oeufs fourrés (150 F)
- Je commande sets cartes de voeux (3 pour 100 F)
- Envoyez-moi dépliant de la campagne.
- Je veux devenir parrain/marraine d'un enfant rwandais. Envoyez-moi les informations.
- Je souhaite participer à la brigade Rwanda du
- Je souhaite participer à un groupe "Mille collines"
- Je souhaite m'abonner à "Solidarité Internationale", publication de la LAI

«J'ai vu assassiner ma mère»

Invitez Marie, survivante du génocide au Rwanda, témoigner dans votre école

7 avril 1994 : un effroyable génocide commence au Rwanda. Des milices extrémistes, les Interahamwe, avaient tout préparé à fond. Les autorités belges étaient au courant. Voici le témoignage de Marie, une des centaines de milliers de victimes.

Hilde Meesters

Pendant tout le mois d'avril 1994, Marie et sa famille se terrèrent dans leur maison. Début mai, des soldats de l'ancienne armée gouvernementale attaquent. Ensuite, pendant des jours, se succèdent menaces de mort et harcèlement... Les voisins, avec qui la famille était liée d'amitié, sont incités par les soldats à se joindre aux exactions. Marie décrit ce qui se passe ensuite. «Le 14 mai, les soldats sont revenus faire un contrôle. J'ai dû montrer ma carte d'identité. Les soldats se sont fâchés et ils ont fait sortir tout le monde. Ma mère a commencé à pleurer très fort. Un soldat lui a dit qu'elle allait mourir. Il lui a posé une arme sur la tempe et a tiré trois fois, sans manifester aucun sentiment. Tout s'est passé trop vite pour moi. Je n'ai pas eu le temps de réaliser que ma mère était morte. Les soldats nous ont poussés, moi-même, mon père et les autres membres de la famille, jusqu'à la fosse à fumier dans le jardin. Nous avons tous dû sauter dans les ordures. J'étais entre mon père et mes neveux. Les soldats ont commencé à tirer. J'ai pensé : Je ne suis pas morte. Après un temps, j'ai senti que je n'avais pas été touchée. Tous les autres étaient morts, j'étais couverte de leur sang.» Après avoir passé toute la nuit, presque inconsciente, sachant à peine respirer, entre les cadavres de ses parents, frères et soeurs,

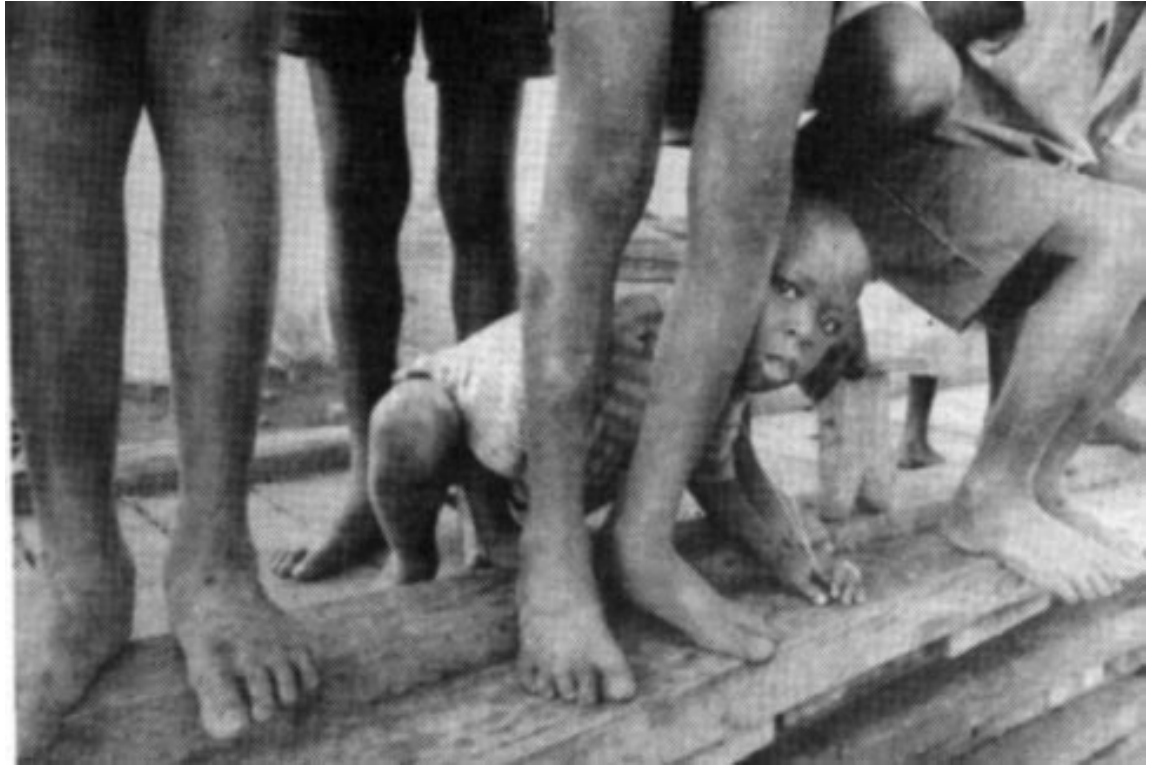
Marie est sauvée par des voisins. Sa main était déchiquetée, son visage gravement mutilé. Elle avait perdu tous ses cheveux. Elle a passé des mois à l'hôpital. Elle a dû réapprendre à marcher et à bouger. Une fois rétablie elle s'est réfugiée en Belgique via l'Ouganda. Depuis, Marie habite en Belgique. Aujourd'hui, deux ans après, elle est en mesure de raconter son histoire, de décrire le génocide. Invitez-la. Pour qu'on n'oublie jamais.

La LAI soutient les revendications suivantes, posées par les autorités rwandaises lors de la conférence de Kigali, en novembre 1995 :

1. La France et la Belgique doivent reconnaître leurs responsabilités. Outre les programmes d'aide, ces pays doivent aussi verser des dédommagements.
2. Le génocide ne peut être oublié. Quiconque nie le génocide doit être puni. Pas de réhabilitation pour les responsables.
3. Pas de réconciliation sans justice. Tous les responsables doivent être livrés à la justice — le Tribunal International ou les autorités rwandaises.

Un million pour le Rwanda !

La Ligue Anti-Impérialiste et Médecine pour le Tiers Monde mènent une campagne de soutien



De nombreux enfants rwandais ont vu leurs parents et leurs proches massacrer sous leurs yeux. Comme Marie, qui veut témoigner.

pour la construction du nouveau Rwanda. Durant les six mois à venir, ils veulent récolter un million de francs pour la création d'un dispensaire à Runda et continuent à chercher de nouveaux parrains d'enfants rwandais qui effectuent un versement mensuel. Vous pouvez participer à cette campagne de diverses manières.

Inviter un témoin

Comment le génocide a-t-il pu se produire, que s'est-il exactement passé ? Comment construire un meilleur avenir ? La LAI peut vous fournir un orateur (un témoin rwandais ou un brigadiste belge), un reportage dia, du matériel vidéo, des brochures et un stand

d'information.

"Parrainer" un enfant rwandais

En versant mensuellement 1.000 francs, vous aidez un enfant au Rwanda. Vous pouvez le faire individuellement ou en groupe, avec toute une classe par exemple. Votre filleul aura ainsi l'occasion de fréquenter l'école. Vous serez régulièrement tenu au courant de son évolution et vous recevrez d'office le bulletin de Joris (voir p.2).

Oeufs de Pâques pour le dispensaire

Commandez dès à présent des Oeufs de Pâques. Vous les recevrez avec un dépliant de la campagne et un numéro gratuit du mensuel Solidarité Internationale.

Disponibles : des sachets de 5 oeufs (100 F), des sachets de petits oeufs fourrés (150 F) et des oeufs à la pièce (20 F).

S'abonner à Solidarité Internationale

Cette revue mensuelle vous tient au courant des événements au Rwanda, mais aussi de la lutte dans les autres pays du tiers monde. Un abonnement annuel vous donne droit à un livre gratuit : le livre "Baoni"

Participer à un voyage au Rwanda

Avec Truus de Médecine pour le Tiers Monde ou avec l'une des brigades pendant les vacances d'été. Vous pouvez encore vous inscrire.

Bienvenue à Pâques ou l'été à Banja Luka, où les enfants ne peuvent plus aller à l'école

Pendant les vacances de Noël, nous avons d'abord visité Belgrade en Serbie puis les villes serbes de Banja Luka et Doboj en Bosnie. Banja Luka abrite la plus grande concentration de réfugiés : 80.000.

Pour permettre aux enfants du camp de Rakovacke Bare d'exprimer leurs sentiments, nous avons emporté des crayons et du papier. Certains se sont mis à dessiner avec ardeur, d'autres ont écrit de petites lettres, dont voici une citation :

«Je m'appelle Vesna Jagodic et j'ai 10 ans. Dans ma fuite, j'ai dû tout abandonner. J'ai cinq frères et je suis leur seule soeur. Nous avions tout ce que nous pouvions désirer. Nous élevions 33 porcs, 100 moutons, 2 boeufs, 2 vaches, un veau et deux ruches. Nous n'avons rien pu sauver, pas même une cuillère. Nous avons marché sept kilomètres. Nous sommes arrivés à Majdan en tracteur et enfin, nous avons atteint Banja Luka en camion.... Je n'ai plus de



«Nous sommes des enfants serbes, c'est pour cela que nous n'avons plus wif de foyer»... Photo : camp de réfugiés de Rakovacke Bare, hiver 95.

maison ni de toit. Toutes les choses de ma jeunesse ont disparu : ma maison, mon école, tous mes amis et camarades ont disparu de mon village natal de Podovi, tout près de Sanksi Most. Les ennemis ont tout pris ou brûlé. Je suis un enfant serbe.

C'est pour cela qu'aujourd'hui je ne vais pas à l'école et que je n'ai pas de foyer. Mon père a travaillé pendant 27 ans. Maintenant, il ne travaille plus. Je veux la paix et la liberté. Merci aux étrangers qui sont venus nous visiter. Merci aussi pour vos cadeaux.»

Le tiers monde avec Contact en Cultures

Les voyages de "Contact et Cultures" sont organisés par les Voyages Belgique-Chine, en collaboration avec la Ligue Anti-Impérialiste. Cette formule de voyage unique vous permet de vivre le plus concrètement possible la réalité du tiers monde : loger parfois chez l'habitant, rencontrer et s'entretenir avec des organisations locales et, dans le cadre des "stages" ou des "brigades de travail", retrousser ses manches. Parmi le large choix, figurent aussi des stages de langue ou de sport. Et vous pouvez découvrir les richesses naturelles du pays et les sites historiques importants, en com-

pagnie d'hôtes hospitaliers. Mentionnons enfin les city-trips à Prague, Paris et Erfurt et les délégations de solidarité, comme le voyage en Yougoslavie (voir ci-contre).

Cette année, des voyages sont organisés au Bénin, en Érythrée, au Rwanda, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Zimbabwe, à Cuba, en Haïti, au Vietnam, en Chine, en Turquie-Kurdistan, en Inde et aux Philippines. Des délégations ou des brigades de travail se rendent à Cuba, dans l'ancienne Yougoslavie, au Rwanda et en Irak.

Pour plus d'informations, renvoyez ce bon, dûment complété

Nom :

Adresse :

Faites-moi parvenir la brochure de Contact et Cultures

Je souhaite plus d'informations sur le voyage :

A renvoyer à : Voyages Belgique-Chine s.a., rue Royale 247, 1210 Bruxelles. Tél.: 02/217.08.30. Fax : 02/217.54.58.

EN BREF



Cuba

Champions du monde

Fin janvier 96, les boxeurs Muhammad Ali (américain) et Teofilo Stevenson (cubain) occupaient ensemble la une de Granma, le quotidien le plus lu de Cuba. Dans les années 70, tous deux ont été à trois reprises champions du monde poids lourds : Ali chez les professionnels et Teofilo chez les amateurs. Ali a gagné des millions. Teofilo, cet autre roi de la boxe, a eu aussi les honneurs, mais il a toujours refusé d'accepter les millions que les Américains lui proposaient pour devenir professionnel et se mesurer à Ali. Si Teofilo montait sur le ring, c'était pour le socialisme. A-t-il cédé aujourd'hui ? Ali ne s'est pas rendu à Cuba les mains vides : il emmenait un demi-million de dollars. Lorsqu'il était au sommet de sa gloire, cet homme avait pourtant refusé d'aller se battre au Vietnam, ce qui lui avait valu la prison. Il a défié une nouvelle fois les lois américaines. Il n'est pas venu "acheter" Teofilo mais, membre de la délégation de Direct Relief International, il est venu offrir pour un demi-million de dollars de médicaments à Cuba. Un acte humanitaire par lequel Ali condamne implicitement le blocus américain contre Cuba. Un grand homme aussi en dehors du ring.

Yougoslavie

Tribunal américain

Le professeur néerlandais de droit international Theo Van Boven, a joué un rôle important dans l'installation du tribunal de guerre des Nations Unies pour la Yougoslavie. Il qualifie de «magouille qui nuit à la crédibilité du tribunal» le transfert de deux officiers serbes vers une prison de La Haye, où siège le tribunal. «Je suppose qu'il s'agissait d'une proposition de l'Américain Holbrooke. Le danger a toujours existé que le tribunal devienne un prolongement des intérêts américains et de la politique américaine.» Les 25 Américains, employés par le bureau du plaignant, «prennent explicitement en compte la politique américaine». Le professeur Van Boven, qui se qualifie de partisan du tribunal de guerre, constate que les Nations Unies ou la "communauté internationale" s'alignent sur les intérêts de l'impérialisme américain. (NRC-Handelsblad, 16 février 1996)

Hongrie

Base de l'OTAN

«Lorsque l'opération de paix en Bosnie sera terminée, les États-Unis n'excluent pas que des troupes restent en Hongrie», a déclaré White, vice-ministre américain de la Défense, en visite en Hongrie. Les bases logistiques de Tazsar et Kaposvar, actuellement utilisées comme soutien aux troupes américaines en Bosnie, recevraient un caractère davantage permanent, sous contrôle de l'OTAN. Après l'occupation de la Bosnie, l'impérialisme américain prépare l'étape suivante de son déploiement de forces militaires. L'OTAN n'apporte pas la paix. C'est un instrument de guerre aux mains des États-Unis. (De Morgen, 15 février 1996)



Le samedi 2 mars au Centre International à Bruxelles

Saïd El Maghrebi

chante pour l'Irak

Le chanteur marocain Saïd El Maghrebi est bien connu de ses compatriotes progressistes. Exilé depuis des années à Paris, il chante la vie, les espoirs et les souffrances de son peuple.

Luc Vancauwenberge

Internationaliste, il chante également contre la guerre et les souffrances d'autres peuples, comme en ex-Yougoslavie et en Irak.

D'après un énième rapport catastrophique publié le 30 novembre 1995, émanent cette fois de la FAO (l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture), l'embargo a déjà tué 560.000 enfants depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991. Mais cette nouvelle n'a pas fait de foin dans les médias. «Aurait-on laissé mourir 560.000 chiens, qu'on aurait vu, à coup sûr, une véritable levée de bouclier», dénonce un

lecteur du Monde. (1)

Ces chiffres n'ont rien d'étonnant lorsqu'on sait que les exportations irakiennes ont chuté du fait du blocus de... 97 % (de 14,6 milliards de dollars en 1989 à 472 millions de dollars en 1993) et les importations de 93 % ! Le budget de la santé est retombé à 5 % (de 450 millions de dollars à 22), de quoi faire rêver le gouvernement belge en quête d'économies sur le dos des malades... Cette situation a évidemment des conséquences désastreuses pour les enfants : seulement 41,5 % atteignent la cinquième primaire. Le travail des enfants s'accroît. (2) Rappelons que l'Irak était réputé

pour son système d'enseignement et considéré «naguère comme un modèle régional, tant pour sa qualité que pour sa gratuité des soins» ! (3)

Le concert est organisé par "SOS Enfants d'Irak", projet lancé par les Pionniers et la Ligue Anti-Impérialiste, pour inviter des enfants irakiens à venir passer leurs vacances en Belgique.

Le projet coûte minimum 150.000 F. 65.000 sont déjà récoltés. Vous pouvez verser votre contribution sur le compte 001-0451780-30 du Fond de Soutien Tiers Monde, avec la mention SOS Enfants d'Irak. Les dons à partir de 1.000 F sont fiscalement déductibles. Infos : 02/414.47.21.

1. Le Monde, 19 janvier 1996. 2. Conférence de presse de Philippe Heffinck, représentant d'Unicef à Bagdad depuis novembre 1995. Nieuwsblad, 14 février 1996. 3. Le Soir, 25 octobre 1995.

Arrestation de dirigeants basques

Vers une suppression du droit d'asile au sein de l'Europe

Tony Busselen

Les deux principaux dirigeants du parti basque Herri Batasuna ont été arrêtés en Espagne la semaine dernière. Aux dernières élections, ce parti a obtenu 15 % des voix. Un responsable du parti, Karmelo Landa, déclare que son parti ne veut pas céder à la pression : «La trêve en Irlande nous incite à être très prudents.» (1) Herri Batasuna a répondu, samedi dernier, par un meeting de masse dans le stade de football de Santander, où cent mille personnes étaient

attendues. Mais d'où vient cette contradiction insoluble entre une grande partie de la population basque et l'Etat espagnol ? L'opposition basque trouve ses racines dans la résistance de gauche contre Franco. La bourgeoisie espagnole, qui n'a jamais vraiment rompu avec la période fasciste, ne lui pardonne pas ce choix. Antonio Redondo, bourgmestre socialiste de la ville basque d'Hernani : «Il faut révéler leur vrai visage, il faut répéter inlassablement que l'ETA est un mouvement marxiste-léniniste d'un

autre âge.» (2)

Dix gouvernements européens se sont réunis à La Haye à la demande du gouvernement espagnol qui voulait discuter du refus de la Belgique de livrer le couple basque Moreno-Garcia. Après cette réunion, la représentante espagnole Fernandez s'est déclarée satisfaite «de la solidarité unanime et totale de tous les États membres avec la lutte espagnole contre le terrorisme». (3) Vande Lanotte a enchaîné : «Il faut élaborer d'urgence une politique européenne d'extradition. Les règles

Organe de répression international

Dans la ville philippine de Baguio, 19 pays — dont la Grande Bretagne, Israël, l'Italie, le Japon, la France, le Pakistan, la Russie et les États-Unis — ont récemment créé un réseau coordonné international. Les services de police de ces pays vont collaborer dans la lutte contre le terrorisme. Cette coordination a été décidée suite à l'arrestation, l'année passée au Pakistan, de Ramzi Ahmed Yousef. Il aurait posé la bombe en 1993 dans le WTC américain et a été extradé aux États-Unis. En décembre et janvier, la police philippine a encore arrêté 35 personnes qui auraient collaboré avec Yousef. Cette opération est le fruit d'une collaboration fructueuse entre les services de police américaine, pakistanaise et philippine. (International Herald Tribune, 22 février 1996)

Le peuple irakien

Haussez les mains et exultez haussez les mains et stridulez ! Pour le peuple irakien...

Nous sommes en marche nous nous arriverons...

Nos mains droites d'espoir, et nos mains gauches action, et nos yeux rêvent du demain à venir

Jeunesse, nous nous unissons et vous, patrie...

et en terre, nous nous unissons, et nous marcherons sur tes répercussions, lampes et bougies, en chantant...

Pour éclairer le sentier de la victoire Le chemin du franchissement.

Saïd El-Maghrebi (traduit de l'arabe par l'auteur)

d'extradition actuelles sont dépassées; elles datent d'une époque où la confiance entre les pays européens était beaucoup plus réduite.» (4) Manifestement, les gouvernements européens aspirent à une suppression du droit d'asile au sein de l'Europe. Les militants politiques et syndicaux qui seront poursuivis au cours de futurs mouvements de lutte ont une raison de plus de s'opposer à cette Europe antidémocratique.

1. Le Monde, 21 février. 2. Le Monde, 22 février. 3. Le Soir, 22 février. 4. De Morgen 22 février.

L'Union européenne veut étrangler Cuba

Les conditions d'une coopération visent à saper le socialisme

Le vice-président de la Commission européenne, Manuel Marín, s'est rendu à Cuba pour exposer les conditions d'un accord de coopération.

Pol De Vos et Johan Vanderelst

Peu optimiste, le commissaire Marín déclarait à son retour, au début février, que «le désaccord concernait surtout les conditions politiques» et que l'entretien avec Fidel Castro «n'a pas conduit à un rapprochement» (1). Depuis des années, le Parlement européen défend la thèse qu'une «transition pacifique et réussie de Cuba vers l'économie de marché et le pluralisme politique demande un rôle actif d'accompagnement de la part de l'Union européenne». (2) En janvier, il a renouvelé ses conditions à tout accord de coopération avec Cuba : la tenue d'élections libres. Toute initiative doit être compatible avec «la doctrine de l'Union européenne en ce qui concerne la coopération, la démocratie et le respect des droits de l'homme, et l'organisation d'élections libres». (3) Mais par «droits de l'homme», le Commissaire européen n'entend pas le droit de la population à la santé et à l'enseignement gratuits et à l'autodétermination nationale : «La politique de l'UE doit se fonder sur la ferme conviction que les droits de l'homme sont les mieux compris et les mieux protégés dans les sociétés acquises à la libre circulation des biens, des investissements, des personnes et des idées.» (4) Plaidoyer de plus en faveur de l'économie de marché et de la réinstauration du capitalisme, comme en Europe de l'Est (voir encadré). Comment cette politique européenne se traduit-elle en pratique ? Prenons l'exemple du programme de sécurité alimentaire. Les représentants européens nous ont déclaré pendant une réunion informelle à La



Le commissaire européen Marín et Fidel Castro se sont entretenus pendant dix heures. Fidel Castro a refusé les conditions préalables que l'Union Européenne voulait imposer à la reprise d'une coopération.

Havane que «l'Union européenne veut avoir son pied à terre en cas de chute du régime actuel. C'est notre tâche de nouer des contacts et d'établir une collaboration avec les structures dans le secteur agricole qui sont le plus éloignées possible du pouvoir central mais jouissent néanmoins d'une grande implantation parmi la population.»

Manifestement il n'est pas aisé de trouver de telles organisations. Les Européens ont décidé de collaborer avec l'ANAP, l'association nationale des paysans et des coopératives agricoles, pilier du processus révolutionnaire à Cuba. Mais ils déclarent : «Cette organisation est dirigée d'une manière beaucoup trop centraliste. Ils font comme s'ils écoutaient leur base et que celle-ci participe aux décisions, mais en réalité ce ne sont que des mensonges. L'aide européenne s'adresse surtout aux sections locales de l'ANAP. En soutenant des dirigeants individuels de coopératives, l'Union européenne veut contribuer à l'organisation de la population en dehors des structures politiques existantes. Cela permet de créer un réseau de contacts locaux dans la

perspective de la chute du régime.»

«Réseau de contacts en vue de la chute du régime»

Sur le rôle des ONG, nos interlocuteurs affirmaient : «Les ONG européennes ont un rôle important à jouer dans cette stratégie. Elles doivent garantir une décentralisation de l'aide. Nous veillons particulièrement à ce que la "participation populaire" et la "formation de cadres locaux" soit au centre de chaque projet ONG.»

Les expressions telles que "développement d'une société civile", "soutien aux organisations de base" et "techniques de développement démocratique à tous les niveaux de la société" ne sont pas uniquement utilisées dans les milieux de l'aide au développement. Elles appartiennent depuis des années au jargon de la CIA, de la Banque mondiale et aussi de l'Union européenne. Cette dernière considère d'ailleurs que sa stratégie est plus efficace que celle des Etats-Unis en vue de miner le socialisme cubain : «L'embargo américain ne faci-

te pas une évolution rapide et sûre de Cuba vers l'économie de marché et le pluralisme. Le commerce ouvert entre Cuba et les USA multiplierait les contacts quotidiens et faciliterait sans doute la transition du régime. (...) Les intérêts stratégiques américains plaident en faveur d'un appui aux réformes économiques et politiques en cours plutôt que de sanctions punitives.» (2)

Le régime socialiste cubain garde la tête froide et résiste à ce chantage. Cette attitude déterminée de sauvegarde des principes du gouvernement et du Parti communiste cubain est la seule qui puisse éviter une recolonisation et un retour à la misère capitaliste que connaissent la majorité des pays du tiers monde. Au mouvement de solidarité européen incombe la tâche importante de dénoncer la politique criminelle de l'Union européenne. Assurément, Cuba a droit au soutien de l'Union européenne. Assurément, les organisations non gouvernementales doivent exiger ce soutien et aider à le canaliser. Mais en même temps, nous devons dénoncer l'actuel politique consistant à imposer des conditions et exiger que les pays européens offrent une collaboration directe et désintéressée au gouvernement cubain.

(1) FAZ et El País, 13 février 1996. (2) Commission européenne. Les relations entre l'Union européenne et Cuba. Communication au conseil et au parlement européen, 28 juin 1995. (3) L'Echo, 19 janvier 1996. (4) Commission of the European Communities, Secretary-General, Negotiating Directives for the Mid-Term Review of Certain Provisions of the Fourth Lomé Convention, Memorandum from Mr. Marín (Confidential), Brussels, 15 août 1993.

AGENDA

Bruxelles

Vendredi 8 mars, 20h.

"Autonomie de l'école : panacée ou poison ?" Débat avec Jean-Marie Ansiaux, président de la CGSP-enseignement, Ann Demeulemeester, service d'études ACW-enseignement, Nico Hirtt, prépare un livre sur l'enseignement, François Martou, président du MOC, Gust Van Dongen, secrétaire-général COC-CSC flamande. CGSP, Place Fontainas 9-11. Org : Appel pour une école démocratique.

Samedi 16 mars dès 19h.

"Souper et bal antiracistes de la Clé". Repas, danses, tombola au profit de la ligne d'alarme. Ecole n°3, 188 Rue Rogier, Schaerbeek. Réservations pour les repas : La Clé, chaussée de Haecht, 276 Schaerbeek, Tel : 02/245 98 50.

Jumet

Samedi 2 mars à partir de 19h30

"Souper dansant en solidarité avec Cuba". Salle Paroissiale de Jumet Houbois, école Saint-André, rue D'Egmont. Org : Syndicalistes pour Cuba. En préparation au voyage d'étude et de solidarité en avril. Réservations : 071/31 96 01 ou 43 70 16.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

29 février, à 19 heures. Entrée libre
Ouverture de l'exposition
'Contacts de violence'
Réalité de la violence raciste
En collaboration avec la
LIGNE D'ALARME CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME et la
campagne OBJECTIF 479.917, du mardi au samedi, de
12 à 18h - jusqu'au 24 mars.

1er mars, à 20h. En français. 90F
Les victimes d'Hitler
tuées une seconde fois
Monika ZORN, originaire d'Allemagne de l'Est,
interviewée par André DARTEVELLE (RTBF)

2 mars, à 18h. Entrée libre
Apéritif poétique
Cycle urbain:
Transports en commun - Chiens
Stéphane COLLAS, Gilbert COLLET,
Michèle CHOPARD, Huges DRAYE,
Denise ENGELS, Bernard GODEFROID,
Bart KWANDULA, José MOINAUT,
Joaquín SILVA, Martine VERREYCKEN et
Evelyne WILWERTH.
Musique: Gilbert COLLET (guitare, harmonica)
& Irène DENEUVILLE (guitare)

2 mars, à 20h30.
Entrée: 250 BF - 200 BF pour les étudiants
En collaboration et au profit du projet
SOS - ENFANTS D'IRAK
Concert de
Saïd EL MAGHREBI

6 mars, à 20h. En français. 90F
Visages du
racisme contemporain
Christian KESTELOOT

9 mars, de 10 à 17h30.
Entrée: 150 BF - 120 BF en prévente.
Organisée par MARIANNE,
l'Organisation de Femmes du PTB
Journée Internationale
des Femmes

10h30: débat: 'Que peut faire aujourd'hui une organisation de femmes?'
An LENAERTS (Marianne) et Ritu DEWAN (Inde)
14-17h30: Témoignages, chants & danses
Hedwige PEEMANS-POULET (*En Marche*)
Ritu DEWAN (Inde), Kati COUCK (secteur
chômage, Gand), Maaïke SEGHERS (ex-
SABENA) & Chantal MPUUTI (Zaire)
Suzanne RUBONEKA (Rwanda).

Régression économique en Russie et à Cuba : les différences

La production économique a chuté de moitié en Russie et à Cuba depuis 1989. En Russie, cet effondrement économique est le résultat de la destruction des infrastructures socialistes et de l'instauration du capitalisme. A Cuba, le recul économique résulte de l'arrêt de l'aide

soviétique ainsi que de l'embargo renforcé des Etats-Unis. Cette régression comparable dans les deux pays s'accompagne cependant d'une évolution fort différente en matière de soins de santé. A Cuba, la mortalité infantile (des moins de 5 ans) a continué à diminuer pour atteindre le taux de 10

pour mille, alors que l'espérance de vie s'est maintenue à 76 ans. En Russie, la mortalité infantile est passée de 21 pour mille en 1990 à 25 pour mille en 1994 et l'espérance de vie pour les hommes est descendue de 64 en 1989 à 58 ans en 1994 (rapport Unicef 1995).

Pour changer le monde, on a besoin d'un parti communiste

Maurice, cheminot, devient membre du PTB

«Si on reste seul, on pense négativement. Si on s'organise à travers un parti qui défend réellement les intérêts des travailleurs, on devient positif.» Maurice est l'un des nombreux collaborateurs du PTB qui a reçu la brochure "Rejoignez le PTB". Il explique le cheminement qui l'a conduit à devenir membre du PTB.

Propos recueillis par Geert Goderis

«J'ai quitté l'école à l'âge de 16 ans, au début des années 70, pour aller travailler à l'usine. Là, je fais la connaissance d'un ouvrier, membre du parti communiste. Grâce à lui, je découvre le monde syndical et politique. Il m'ouvre les yeux sur la réalité du monde ouvrier : conditions de travail pénible, cadences infernales, grèves pour gagner quelques francs de l'heure, etc. Je décide alors d'adhérer au Parti communiste.

Au milieu des années 70, arrivent les premiers signes de la crise économique. Conséquence pour moi : premiers jours de chômage et menace de perdre mon emploi. Voyant la situation s'aggraver et la fermeture de mon entreprise se préciser, je décide de quitter l'usine et je rentre à la SNCB.

Avec la chute du mur, c'est un idéal qui s'effondrait pour nous

Plus tard, membre du Parti communiste (PC), j'assiste au premier grand débat dans ma cellule sur la "perestroïka" et la "glasnost" en Union soviétique. A l'époque, le Parti communiste défend le «communisme à visage humain». Les "anciens" ne comprennent pas pourquoi il faudrait rompre avec le marxisme-léninisme. Le militantisme fait place aux discussions de salon. On n'enseigne plus le marxisme. Le manque

de formation idéologique se fait cruellement sentir et nous sommes de moins en moins présents sur le terrain, aux côtés des travailleurs en lutte, notamment dans la sidérurgie. Les opposants à cette politique révisionniste sont aiguillés vers des voies de garage et finissent par quitter le parti. Ma femme et moi décidons à notre tour de quitter le PC. Nous nous sentons trahis. Avec la chute du mur de Berlin et les positions révisionnistes du PC, c'est tout un idéal qui s'effondre pour nous. Notre déception est si grande que nous nous jurons de ne plus jamais nous adonner à la politique.

Trop déçu du PC, je ne voulais pas adhérer au PTB

Je connais alors le PTB par le syndicat; je suis délégué. Certains présentent ses membres comme des agitateurs. J'estime qu'ils adoptent des positions suicidaires. En 86, après trois semaines de grèves, ils veulent continuer le combat, alors que les syndicats veulent reprendre le travail. Mais un jour, un copain me donne à lire un Solidaire. Je trouve certains articles fort intéressants. En discutant avec ce copain, je me rends compte que nous sommes d'accord sur le fond. Lors des événements en Roumanie, c'est le seul parti à tenir un discours différent de celui des médias. Ce copain m'explique la désinforma-



Maurice : «L'expérience de Boël fut un espoir pour moi. A force de nous y rendre, moi et d'autres camarades, pour vendre Solidaire, distribuer des tracts et soutenir les ouvriers en lutte, nous avons pu créer une amicale.»

tion et la manipulation médiatique.

Malgré le fait d'avoir quitté le PC, je suis toujours aussi révolté de la façon dont les patrons exploitent les ouvriers. Aussi lorsqu'on me parle de l'amicale des cheminots du PTB, où l'on discute de façon constructive des problèmes du chemin de fer, j'accepte avec enthousiasme d'y participer. Là, je lis des livres de Marx, Lénine, Staline et certains ouvrages du PTB. J'assiste à des conférences, je discute de difficultés rencontrées au sein de la SNCB, etc. Je commence à distribuer des tracts, à parler du communisme comme alternative au capitalisme. Je peux enfin exprimer ma colère de façon constructive. Pourtant, je suis toujours aussi méfiant et je ne veux pas adhérer au parti. Car je suis trop déçu du PC.

Toutefois, cela ne m'empêche ni de militer ni d'entamer un premier cycle de formation. Mais j'abandonne ce cycle car je trouve les positions du PTB encore trop radicale.

Je continue à suivre des conférences, à étudier et à pratiquer le marxisme. J'ai quitté l'école à 16 ans et je trouve là une occasion unique de m'instruire. C'est avec des mots et des textes simples que j'apprends à voir le monde différemment. Cela m'ouvre l'esprit. Maintenant, je peux discuter avec un délégué sans me faire mettre en boîte.

Chaque Solidaire vendu est une victoire sur le capitalisme

L'expérience de Boël est un espoir pour moi. Au début, les ouvriers de Boël ne connaissaient pas le PTB. A force de nous y rendre, moi et d'autres camarades, pour y vendre Solidaire, distribuer des tracts et

soutenir les ouvriers en lutte, nous avons pu créer une amicale. Vendre un solidaire à un ouvrier, c'est un travail de conviction dans lequel tu mets tout ton cœur. C'est donner une autre alternative aux travailleurs. Chaque Solidaire vendu est une petite victoire sur le système capitaliste.

Jusqu'à ce jour, je participe sans adhérer complètement, car je ne me sens pas à la hauteur. Et puis, je ne suis pas toujours d'accord avec les positions du PTB. Avec le PC, je n'ai pas été habitué à parler de lutte de classe, de révolution. Le PC a peut-être cru arriver à des résultats par la voie parlementaire... Mais je me rends compte qu'en travaillant à côté du Parti, je reste limité. Si je veux changer le monde, parvenir à des résultats, je dois m'organiser à l'intérieur du Parti.

Si on reste seul, on pense négativement

Dans la brochure "Rejoignez le PTB", je trouve des témoignages d'autres ouvriers qui comme moi ont connu le désespoir. Et qui, comme moi, ont trouvé au sein du PTB comment mener la lutte. Grâce à ces travailleurs qui s'engagent, grâce à leur témoignage je comprend que nous poursuivons le même but : combattre le système capitaliste. Je passe alors d'un militantisme occasionnel à un travail plus important mais toujours selon mes possibilités.

Lorsque je me suis retrouvé seul, après avoir quitté le PC, j'ai commencé à croire les médias et les mensonges capitalistes. J'ai cru avoir milité en vain durant des années. Si on reste seul, on pense négativement. Si on s'organise à travers un parti qui défend réellement les intérêts des travailleurs, on devient positif. J'ai repris et terminé le cycle d'adhésion au PTB. J'apprends à

construire à long terme. Si beaucoup deviennent membres du parti, le monde changera plus vite. Quand je vois le travail syndical de ces vingt dernières années, je constate un recul sur le plan social. On ne peut changer cela qu'avec un parti aux idées justes. Un parti qui défend la médecine gratuite, l'enseignement gratuit, du travail pour tous, etc. On ne peut pas vivre en sécurité, quand on craint constamment de perdre son boulot, d'être au chômage, de devoir vendre sa maison... Ce n'est pas cela que je veux offrir à ma famille. Mon emploi et celui de mon épouse à la SNCB sont gravement menacés. Quand on vit cela au quotidien, la hargne est beaucoup plus grande. Le PTB est le seul parti à prendre réellement la défense des travailleurs, c'est le seul auquel je dois adhérer. Je pourrais tourner autour du parti durant vingt ans, ça ne changerait rien. C'est pourquoi j'ai décidé de m'engager plus.

Au début, mon épouse était assez sceptique; elle aussi avait été très déçue de notre militantisme au sein du PC. Aujourd'hui, je l'implique autant que possible dans mes activités. Je lui explique pourquoi nous nous battons, elle a même adhéré à Marianne l'organisme des femmes du PTB.

Le PTB est le seul parti qui applique vraiment le marxisme. L'expérience sur le terrain montre que seule cette rigueur apporte des résultats. Celui qui se dirige vers le réformisme et met de l'eau dans son vin renie les principes marxistes. Sur le terrain, celui qui ne défend pas le refus des pertes d'emploi et des restrictions financières, abandonne petit à petit la défense des ouvriers et finit par s'asseoir à la table du patron. Celui qui collabore à la gestion du capitalisme est aussi responsable des licenciements. Le marxisme reste toujours d'application aujourd'hui.»

"Rejoignez le PTB"

La brochure "Rejoignez le PTB" est l'outil d'une campagne que le parti vient de lancer pour ouvrir plus largement ses portes à de nouveaux membres. Chaque travailleur ou travailleuse disposé à assumer une tâche fixe, qui accepte de participer une fois par mois à une réunion, et qui paie une cotisation établie peut devenir membre du parti. Commandez la brochure en renvoyant ce bon au secrétariat national du PTB, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.



Envoyez-moi ... ex de la brochure "Rejoignez le PTB"

Je veux rencontrer un militant du PTB.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Tél. : _____

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Verdict Laplasse : grâce aux actions

Je m'étais déplacé au Palais de Justice, vraiment persuadé qu'Irma Laplasse la dénonciatrice, serait acquittée. Peu d'antiracistes, parmi les présents, pensaient le contraire. Le verdict rendu, réclusion à perpétuité, constituait une heureuse surprise. La résistance et tous ceux qui s'étaient opposés aux nazis n'étaient pas traînés dans la boue; on peut donc parler d'un grand soulagement. Ce résultat, nous le devons sûrement aux résistants eux mêmes, qui se sont montrés décidés dans leurs actions, tout au long du procès. Grâce à cela l'ignominie qu'aurait été un acquittement d'Irma Laplasse ne s'est pas produite.

Faut-il pour autant se déclarer entièrement satisfait par ce jugement ? Je ne le pense pas. D'abord parce qu'on aurait jamais dû ressortir ce dossier, il ne l'a été que par suite de la pression très vive du Vlaams Blok qui exerce une forte influence dans les médias flamands et aussi hélas jusqu'au sein de nos gouvernants. Si la peine capitale requise et d'ailleurs exécutée avait été confirmée, je pense que les partis d'extrême droite auraient été bien plus sérieusement ébranlés, pour moi c'eût été la solution vraiment satisfaisante. Actuellement les descendants de la collaboratrice pourront peut-être émettre des prétentions à indemnisation. D'autre part il est supposé que les jugements ont peut-être été trop expéditifs. Il ne faut tout de même pas oublier que sept jeunes gens, à l'aube de leur vie, ont été massacrés suite à cette dénonciation. « Jugement trop expéditif » : les nazis ont-ils jamais été hantés par de tels scrupules ? Je ne pense pas que les membres

du Vlaams Blok ou du Front National se poseront cette question. C'est pourquoi l'influence croissante qu'ils exercent au sein de l'Etat doit nous inciter à la plus grande vigilance. Tout démocrate sincère se doit de faire obstacle à la progression des idées d'extrême droite, qu'elles viennent de ces partis ou de milieux gouvernementaux. Dans cet ordre d'idée, il est indispensable de manifester massivement le 24 mars prochain, pour les droits égaux aux immigrés, contre toute forme de racisme, contre l'amnistie, sans oublier la défense des droits des travailleurs. Droits égaux maintenant. Non à l'amnistie. Stop à la régression sociale.

E. D.
Sivry

Projet Turbo contre les travailleurs

Pour les travaux relativement simples qui exigent beaucoup de main d'oeuvre, on n'embauche plus que des stagiaires. Pour la plupart il s'agit de jeunes qui font leur première expérience de travail. Belgacom leur donne une brève formation intensive, mais omet de mentionner les droits syndicaux fixés dans les accords statutaires, comme un accueil syndical de deux heures pendant la période de formation. Belgacom enfreint les droits syndicaux les plus élémentaires. Il est clair qu'il s'agit d'une stratégie délibérée visant à aliéner le nouveau personnel. Beaucoup de chefs qui ont profité durant toute leur carrière du statut favorable de la RTT se profilent aujourd'hui comme les pires "managers". Ils veulent inculquer au personnel la culture du capitalisme et de la concurrence et leur imposer des normes qu'ils n'ont jamais dû appliquer eux-mêmes et qu'ils ne sont toujours pas tenus à observer aujourd'hui. Le "favoritisme" est plus actuel que jamais. Ainsi, dans certaines sections (qu'on appelle

aujourd'hui "units"), les travailleurs risquent des sanctions si, en une journée de travail, il leur manque dix minutes (leur temps de travail étant enregistré sur ordinateur). Alors que dans le même service d'autres peuvent faire du travail de dactylographie pour le compte personnel de certains chefs impliqués dans l'organisation de concours sportifs, festivités, etc. Tout cela se fait au vu et au su de la direction à l'échelon supérieur. Les travailleurs sont au courant, mais n'osent pas réagir, de crainte d'une mauvaise évaluation. Il est évident que le système d'évaluation engendre le favoritisme. Les critères peu objectifs, comme "une bonne présentation", "de bons rapports avec les collègues" offrent une arme puissante au patronat. Même si le système prétend vouloir créer un dialogue constructif entre le manager du personnel et son supérieur immédiat, beaucoup de chefs dans de nombreuses sections considèrent le système d'évaluation comme des sanctions supplémentaires.

Il faudra veiller à maintenir la solidarité parmi le personnel des différents "Business Units". Il faut exiger des critères d'évaluation plus objectifs ou la suppression pure et simple du système. Il faut également maintenir la solidarité des travailleurs du secteur public et du privé.

Un travailleur de Belgacom

TOUS

A la fin de la bataille, le combattant est mort, un homme vint vers lui et lui dit : « Ne meurs pas ! je t'aime tant ! » Mais le cadavre, hélas ! continuait à mourir.

Deux hommes s'approchèrent de lui et lui répétèrent : « Ne nous abandonne pas ! Courage ! Reviens à la vie ! » Mais le cadavre, hélas ! continuait à mourir.

Vingt, cent, mille, cinq cent mille accoururent vers lui

en criant : « Tant d'amour, tant d'impuissance contre la mort ! » Mais le cadavre, hélas ! continuait à mourir.

Des millions d'individus l'entourèrent, dans une prière commune : « Reste, frère ! » Mais le cadavre, hélas ! continuait à mourir.

Alors, tous les hommes de la terre, l'ont entouré, le cadavre triste, ému, les a vus; lentement, il s'est redressé, il a embrassé le premier homme, il s'est mis à marcher...

Cesar Vallejo

Adaptation: Henriette et Robert Courtens.

Ce poème du poète péruvien Cesar Vallejo a été lu à un de ces magnifiques Apéritifs poétiques du Centre International, le 17 février dernier.

Grève pour un délégué licencié

Union Electric Steel, producteur de rouleaux compresseurs, emploie 90 personnes à Tessenderlo. Il y a deux semaines, un délégué CSC y a été licencié. Les ouvriers ont déclenché une grève spontanée. Après quatre jours de grève, une tentative de conciliation entre la direction et le syndicat a échoué. Deux jours plus tard, les travailleurs ont repris la grève, jusqu'à ce que qu'ils obtiennent satisfaction. J'ai rencontré les ouvriers au piquet. Ils parlent avec beaucoup de respect de leur délégué, dont ils apprécient la combativité. Ils disent que la direction a provoqué une discussion pour disposer d'un prétexte et le licencié. La direction affirme que le délégué en est venu aux mains. Un ouvrier, qui a été témoin de la scène, déclare qu'il ne s'est rien passé. Mais la direction a refusé qu'il témoigne. Ils mènent un combat de principe

contre les méthodes utilisées par les patrons pour se débarrasser de délégués combattifs. L'action a pourtant un point d'ombre : la FGTB a téléphoné à ses affiliés pour les inviter à se rendre au travail. Mais ceux-ci ont refusé.

Freddy Bungeneers
Délégué FGTB de la mine de Beringen

Lydia Chagoll proteste

Le grand titre en page 2 de Solidaire du 21 février, en lettres de trois centimètres et en gras était : « Opel-Anvers : les nouveaux camps de travail nazis ». Vous banalisez. Vous semblez ne pas savoir, ne pas comprendre, ce qu'étaient en réalité les camps nazis. Ca ne va pas chez Opel ? Faites-le savoir ! Mais ne mélangez pas une chose et l'autre. Ne banalisez pas. Jamais ! Laissez cela aux arriérés et aux falsificateurs. Un tel titre scandaleux de la part de la rédaction de Solidaire enlève toute valeur à tous les articles bien intentionnés sur la résistance, les événements de la période 1933-1945 et autres.

Lydia Chagoll
Bruxelles

Commentaire de la rédaction. Nous présentons nos excuses pour cette faute inadmissible. Beaucoup d'ouvriers des entreprises automobiles expriment leur colère contre les conditions de travail inhumaines par des expressions telles que "C'est comme à Buchenwald ici" (voir les témoignages des ouvriers de GM dans Solidaire n° 50/95, p.9). Mais cela ne nous donne pas le droit de donner l'impression que la comparaison est correcte. L'exploitation et la terreur dans les camps de travail nazis était en effet qualitativement d'un autre degré. Comme vous le reconnaissez vous-même, Solidaire n'a nullement l'intention de banaliser les horreurs nazies. (KM)

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

«Mumia Abu-Jamal nous apprend à lutter, pas à supplier»

Interview de Leonard Weinglass, avocat du militant noir condamné à mort

Leonard Weinglass, l'avocat de Mumia Abu-Jamal, militant noir américain condamné à mort, était en Belgique. Il a participé à la présentation du livre d'Abu-Jamal, "En direct du couloir de la mort", publié en néerlandais aux Éditions EPO.

Jan Uytterhuizen

Depuis les années 60, vous avez pris de manière conséquente la défense de communistes, de révolutionnaires, de militants opposés à la guerre du Vietnam, de membres des Black Panthers, de réfugiés palestiniens... Qu'est-ce qui vous a poussé à faire ce choix ?

Leonard Weinglass. Mon choix politique découle de mon éducation religieuse. J'étais loin d'être un militant idéologiquement formé jusqu'à ma rencontre avec Tom Hayden en 1960. Hayden est le fondateur de "Students for a Democratic Society", l'organisation étudiante de gauche la plus importante et la plus radicale qui ait jamais existé aux États-Unis. Il m'a entraîné à Cuba et au Vietnam, où mon intérêt pour la lutte anti-impérialiste a pris forme. Je trouve que l'orientation politique et le choix politique l'emporte toujours sur l'aspect légal et juridique. Aux États-Unis, il y a près de 700.000 avocats; 90 % s'occupent des affaires des riches, 10 % défendent les moins favorisés.

Dans son livre, Mumia cite un éminent avocat : «La loi est simplement une autre manière de faire de la politique.» La justice est-elle une justice de classe avec deux poids, deux mesures ?

Leonard Weinglass. Tous les procès ont un fond politique : ils sont issus de la lutte de classe et de la lutte politique. Ce procès est un exemple typique d'un règlement de compte politique avec un journaliste noir et un militant politique. Mon point de départ est le suivant : relever le défi et le transformer en son contraire. En exécutant Mumia, les autorités américaines veulent faire un exemple pour effrayer et décourager de jeunes révolutionnaires. Et voyez, la mobilisation politique en faveur de Mumia est la plus importante depuis Angela Davis; ses chances de sortir du couloir de la mort s'accroissent à mesure que la mobilisation s'étend. Sur les 100 sénateurs, 54 sont millionnaires. Comment cela pourrait-il être une démocratie pour le peuple ? Avec l'augmentation du nombre de prisons et les innombrables nouvelles lois, la fascisation progresse à vue d'oeil. Les médias sont fortement concentrés, aux mains de Disney, General Electric... La presse "libre" dans un État capitaliste doit, comme le dit le publiciste, critique des médias, Chomsky,

fabriquer une opinion publique qui se soumet aux relations économiques et politiques existantes.

Plus de 39 millions d'Américains, parmi lesquels 33,1 % des noirs, vivent sous le seuil de pauvreté. Comment réagit le gouvernement ?

Leonard Weinglass. A Chicago, on vient de construire une nouvelle prison. Coût : 100 millions de dollars. L'argent destiné au logement, aux soins de santé, à l'enseignement est consacré aux prisons. De 1968 à 1980, le nombre de prisons a doublé et, de 1980 à 1995, il a encore triplé. Fin 1994, la barre du million a été dépassée : ce qui signifie qu'un adulte sur 193 est derrière les barreaux. Clinton soutient à fond cette politique, tout comme les autres candidats à la présidence Dole, Forbes, Wilson et Buchanan. Tous sont aussi des défenseurs de la peine de mort. Les jeunes se défoulent parfois dans la petite criminalité, mais n'ont aucune perspective politique. Le gouvernement gagne deux fois : il n'y a pas de contre-mouvement politique puissant et les noirs sont criminalisés.

Quel est le lien entre votre travail d'avocat et celui des comités de solidarité ?

Leonard Weinglass. Un avocat doit collaborer avec les groupes de solidarité. Il doit bien connaître les gens, les faits et l'aspect technique : l'information en devient plus précise et convaincante pour le travail de solidarité. Mais, à leur tour, les avocats ont beaucoup à apprendre des militants : les conceptions de la population, l'enthousiasme à la base, les doutes aussi. C'est de l'information qui sert mon travail, si bien que je peux mieux combattre le système de l'intérieur. Dans les années 60, nous avons fait du procès d'Angela Davis (1) et d'autres des points de mobilisation fructueux et nous avons gagné. La plupart des avocats distinguent le travail politique du travail juridique. Prenez l'affaire Rosenberg (2) : leurs avocats étaient des sympathisants du parti communiste, mais sous la pression de l'administration MacCarthy, ils ont complètement laissé tomber le travail politique. Dans ce sens, Abu Jamal a beaucoup à nous apprendre : il attaque et construit sa base pas à pas. Il apprend aux gens à lutter, à ne pas supplier; il oblige le système à lui donner ses droits. Le gouvernement américain ne plie



Leonard Weinglass : «Mumia soutient la fondation d'un parti révolutionnaire. Il lit Mao et soutient le PC du Pérou.»

que face au pouvoir et à la lutte du peuple. Martin Luther King a enregistré des succès grâce au militantisme des Black Panthers (3) et de Malcolm X.

Les droits égaux, tremplin de la conscience politique

Y a-t-il des signes indicateurs d'un renouveau du Black Panther Party ? Qu'en pense Mumia ?

Leonard Weinglass. Vingt-cinq dirigeants des Panthers ont été assassinés, le reste a été jeté en prison. Cette tactique de dissuasion et la dépolitisation jouent un rôle jusqu'à ce jour. Mais il y a du changement dans l'air. Ces derniers temps, de nombreux livres sont parus qui tentent d'analyser le vieux Black Panther Party (BPP). Pour la première fois, la population a de l'intérêt pour le phénomène du BPP. Pour autant que je sache, Mumia soutient la fondation d'un parti révolutionnaire. Il lit Mao et soutient le PC du Pérou. Mais il faut de la clarté dans la confusion qui règne autour de l'analyse de l'Union soviétique et de la chute du bloc de l'Est. Cette confusion nuit aussi au mouvement antiraciste. Le conflit entre les tendances noires nationalistes et une analyse marxiste partant de l'unité de la classe ouvrière est loin d'être résolue. Quoi qu'il en soit, le Parti communiste révolutionnaire maoïste travaille dur à la libération de Mumia.

En Belgique, le mouvement pour les droits égaux — Objectif 479.917 — est actif depuis 1991. Aux États-Unis, les noirs ont des droits égaux, et pourtant la

violence policière raciste augmente. Quelle est l'importance du mouvement pour les droits égaux ?

Leonard Weinglass. En 1964, l'apartheid a pris fin aux États-Unis, la communauté noire a obtenu le droit de vote et des logements. C'est un combat important pour éliminer le racisme légal. Mais ces lois n'ont pas supprimé le racisme dans les esprits. La vigilance et la protestation contre les pratiques racistes doivent être entretenues en permanence. L'aspect décisif est l'accroissement permanent de la conscience politique. Seul un parti ou une organisation progressiste peut être le moteur de ce processus.

Le mouvement pour les droits égaux a fait croître énormément la conscience politique dans la communauté noire. L'égalité légale a renforcé la position des noirs dans la lutte contre la discrimination et le racisme et constitue un signal antiraciste puissant en direction des blancs. Mais après une victoire, on ne peut pas se reposer sur ses lauriers. Les partis gouvernementaux veulent toujours retourner en arrière et réduire l'égalité des droits en criminalisant des porte-parole comme Mumia, en dépolitisant la communauté noire et en la soumettant à une pression économique de plus en plus sévère. On importe des drogues dans cette communauté et la répression policière s'intensifie. La force politique de la communauté noire décroît et, en pratique, leurs droits légaux sont à nouveau foulés aux pieds. Les candidats à la présidence peuvent même se permettre de ne pas parler de misère, de manque de droits, d'insécurité sociale...

Voilà pourquoi l'enjeu du procès de Mumia est si grand : s'il est exécuté, la fascisation de l'État et de la société serait encore renforcée. Votre mouvement Objectif doit, lui aussi, tout mettre en oeuvre pour sauver "la voix des sans-voix".

1. Angela Davis, militante noire du Parti communiste américain, poursuivie au début des années 70.
2. Le couple de scientifiques Julius et Ethel Rosenberg, accusés sans preuves d'avoir transmis des secrets atomiques aux Soviétiques, ont été exécutés en 1953, en pleine hystérie gouvernementale anticommuniste.
3. Black Panther Party, parti radical de gauche, du mouvement de libération noir des années 70.



Le livre "En direct du couloir de la mort" est édité par les Editions La Découverte et coûte 561 francs. A commander à la Librairie Internationale, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél.: 02/513.69.07.